



Étude de Picasso (cliché revue MAINTENANT)

masses

Socialisme et Liberté

Juin 1946

15 fr.

Mensuel N° 3

Jacq. PREVERT
Poèmes-chansons

♦
Rosa
LUXEMBOURG
Dictature
et Démocratie

♦
Victor SERGE
Renouvellement
de la Pensée
Socialiste

♦
André ARIAT
Le Régime Soviétique
est-il Socialiste ?

♦
Marcel VALIERE
Après le Congrès
de la C.G.T.

♦
Simon RUBAC
L'évolution
du capitalisme
condamne-t-elle
le Marxisme ?



George GROSZ : PAIX EN EUROPE

80 P4007
Un reportage illustré :

LA CONDITION HUMAINE EN U.R.S.S.

L'ÉGLISE A-T-ELLE COLLABORÉ ?

SOUS divers masques (électoraux, syndicaux, culturels, éducatifs, philanthropiques, sportifs, etc.) et sous des pavillons politiques allant du rouge stalinien (Cf les sermons du dernier carême à N. D. de Paris) à la chouannerie fleurdelysée, l'Eglise marche à la conquête de la IV^e République. Elle s'arroge sur l'Etat les droits de Dieu, afin de les exercer sur les hommes.

L'Etat christianisé on sait par l'exemple du Portugal et de l'Espagne ce que cela signifie : on le sait aussi par le souvenir tout proche de l'expérience Pétain. En vain l'Eglise catholique, qui joue toujours sur les deux tableaux, a-t-elle essayé de faire oublier le temps où elle se faisait garante et auxiliaire du gouvernement de fait exercé sur l'Europe presque entière par la barbarie fasciste.

Sans doute, l'Eglise est loin d'être dans son ensemble, une conspiration consciente de prêtres hypocrites et de filous enrichis. Mais la présence d'éléments jeunes et sincères, aux velléités généreuses — paralysées toutefois par l'obéissance au plus grand système d'asservissement de la pensée humaine qui fut jamais — le stalinisme excepté — cette présence d'une équipe de remplacement, dont la haute-église sait user comme de ses troupes de couverture, comme de ses enfants-perdus, comme de ses otages, devant le réveil de certaines libertés civiques — ne doit jamais faire oublier quel est le véritable visage du catholicisme moderne et du christianisme en général.

Ce visage n'apparaît à découvert que lorsque les véritables hommes d'Eglise, devenus tout puissants, peuvent aller jusqu'au bout de leur programme. Alors les troupeaux humains rivés à la glèbe courbent le front sous le fouet et la censure des moines et des législateurs pieux. Les rebelles sont entraînés aux bûchers et aux in-pace. Les sentences de l'interdit, de l'index, de l'excommunication et de l'anathème s'exercent contre les œuvres de l'esprit et de leurs auteurs. L'hérétique (1) et l'athée cessent d'être, comme le veut la bénigne critique des bien-pensants d'aujourd'hui, des catholiques et des mystiques qui s'ignorent : celui qui a une opinion doit être exterminé, retranché comme un membre malade ; ainsi l'exige la saine doctrine, armature d'un opportunisme de façade. Les mêmes images et les mêmes livres que vantent, préfèrent, éditent et exposent les éditeurs catholiques — seraient, dans l'ordre théocratique qu'ils appellent de tous leurs vœux, livrés au bras séculier, leurs détenteurs dénoncés, leurs cendres jetées au vent...

On réclame aujourd'hui la « liberté » de l'enseignement. C'est le moment de se souvenir des paroles de Jaurès (2) :

« L'Eglise ne se borne pas, le pape ne s'est pas borné à dire que la liberté des croyances constitue, au point de vue dogmatique, un scandale et une erreur. Il a dit, il a affirmé qu'il était scandaleux de prétendre que la société civile, la société temporelle, n'était pas tenue de mettre au service du dogme la force du bras séculier. Dites-moi un peu, je vous prie, comment vous maintiendrez la distinction entre l'affirmation doctrinale et les conséquences politiques ? dites-moi un peu, lorsque vous aurez non seulement prêché dans ce pays, ce qui est votre droit, mais lorsque vous aurez enseigné longuement à des générations, dont une partie au moins aura été séquestrée par vous et livrée à cette influence exclusive, que la liberté de conscience n'est pas un droit, que la liberté de pensée n'est pas un absolu, qu'elle est, au mieux, une concession provisoire et révoicable de l'Eglise, tant que le pouvoir théocratique n'a pas conquis la société, dites-moi un peu si le passage ne sera pas franchi, et si, de l'intolérance dogmatique et théologique, tous les jours inoculée, l'intolérance politique et civile ne sortira pas ? »

2

Ce que peut être la liberté d'enseigner face aux vérités révélées et aux valeurs « sacrées », les vérités transitoires et les valeurs profanes de l'homme, on le sait par les persécutions récentes ensanglantant tous les pays où l'Eglise a rejoint l'Etat, dans l'union intime de la politique et du fanatisme religieux.

Les libertés de presse, de réunion, d'organisation, de sécession (que les petits-fils de Veuillot, de Bonald et de Joseph de Maistre sont toujours prêts à nous réclamer au nom de nos principes, pour nous les refuser au nom des leurs), seraient-elles mieux traitées ? Il n'est, pour s'en rendre compte, que de se pencher sur un passé tout récent encore, celui de la France avilie sous l'Etat vichyssois...

C'est ce qu'a fait notre camarade J. Cotereau, feuilletant la collection de l'organe officieux du catholicisme français, le journal « La Croix ». Depuis l'avènement béni du maréchal-défaite, jusqu'au jour où la feuille pieuse du régime Pétain-Laval, s'est étouffée et enterrée sous sa propre pourriture (3), toute une histoire honteuse s'étale dans ces colonnes, timbrées de l'image du crucifié. J. Cotereau a tiré de ce dépeuplement les matériaux d'un important ouvrage, contribution à l'histoire d'une période douloureuse entre toutes. En attendant de pouvoir publier ce gros livre, il a tenu à réunir, pour l'édification du militant et de l'homme dans la rue, l'essentiel d'une documentation accablante pour l'Eglise catholique, pour son chef infaillible, ses prélats, ses moines-ligueurs, ses zéloteurs et zélatrices, qui furent sous Hitler et sous ses staathalters les gardiens de « l'Ordre nouveau » et les geôliers du peuple français.

Peu ou point de commentaire : les textes, authentifiés par leur date, fidèlement recopiés, parlent d'eux-mêmes (4).

Nulle publication n'est plus opportune, car on tend à perdre trop vite la mémoire.

André PRUNIER.

(1) Cf. Bossuet : « L'hérétique est celui qui a une opinion. » (Histoire des Variations des églises protestantes).

(2) Jean JAURÈS : L'Eglise et la laïcité (« cahiers de Spartacus »).

(3) 21 juin 1944. Mais dès le début de 1945, « la Croix » reparaisait à la stupeur générale, ses rédacteurs, s'étant, en temps voulu, mués en résistants.

(4) Jean COTEREAU : L'Eglise a-t-elle collaboré ? (cahiers de Spartacus).

SOMMAIRE DU N° 3

Perspectives françaises.....	Page 4
Renaissance de l'Internationale des J.S.	— 7
L'Impasse espagnole.....	— 8
Après le 26 ^e Congrès de la C.G.T.....	— 10
Pour un Renouveau du Socialisme.....	— 12
L'évolution du capitalisme condamne-t-elle le Marxisme ?.....	— 15
Ethnographie de Madagascar - Conte Malgache.....	— 18
Le Régime Soviétique est-il Socialiste?.....	— 20
La condition humaine en U.R.S.S.....	— 23
Démocratie et Dictature.....	— 26
Les hommes et leurs œuvres.....	— 28
Ma Vérité (Théâtre-Cinéma).....	— 34
Poèmes chansons de Jacques Prévert.....	— 35

Socialisme masses et Liberté

Directeur : René LEFEUVRE

15, Rue de la Huchette — PARIS (5^e)

Revue mensuelle N° 3

ABONNEMENTS : 6 N° 80 fr. — 12 N° 144 fr.

24 N° 280 fr. — C. C. P. 633-76 Paris

Libérons-nous de toutes les équivoques

DES encouragements que nous avons reçus de nos camarades connus et inconnus, de France et d'ailleurs, nous dictent des responsabilités nouvelles dans l'effort de clarification que nous avons entrepris.

Il n'est plus admissible de vivre dans l'équivoque, de demeurer dans une atmosphère de mensonge et de lâcheté, de laisser fausser les principes fondamentaux de notre éthique socialiste. Il ne nous est plus possible de taire le danger croissant des propagandes totalitaires ; culte du chef, étouffement de tout esprit critique, appel aux instincts les plus primitifs, défi permanent au sens de la justice et au besoin de vérité qui caractérisent toutes les élites humaines... Déjà les forces de la contre-révolution fasciste relèvent la tête. Il est temps que le mouvement socialiste prenne conscience de toutes ses responsabilités historiques et s'oppose radicalement à la fois aux tentatives de replâtrage du vieux régime capitaliste qui s'écroule, et aux entreprises liberticides des agents serviles d'un nationalisme étranger. (1)

Le fascisme et la guerre nous ont légué des habitudes d'abdication de la pensée critique et même de la simple dignité. Le pli de la servitude se voit encore dans l'attitude fuyante de certains intellectuels qui se taisent devant la dictature stalinienne de la même manière que d'autres ou qu'eux-mêmes se sont inclinés devant la barbarie hitlérienne. On ne pourrait continuer longtemps ainsi sans que périssent successivement toutes les libertés que nous essayons de faire revivre, et non pas seulement dans un texte de constitution, mais surtout dans les exigences de notre conscience ou dans la pratique quotidienne de notre activité.

Nous observons que, de plus en plus nombreux, des esprits de qualité éprouvent une gêne croissante à vivre dans cette atmosphère trouble et paralysante qui semble venir d'une dictature pour en préparer une autre. Ils aspirent à la renaissance d'une pensée libre et nous ne doutons pas qu'ils y contribuent bientôt d'une manière éclatante. Nous les y aidons car nous avons toujours été dans le combat contre les opportunistes médiocres, les gestes résignés et les pensées désespérées qui ont trop longtemps paralysé l'éclatement orgueilleux de nos vérités socialistes.

Nous voulons faire de notre revue un instrument de libre investigation et de convergence de toutes les énergies créatrices nécessaires à la révolution socialiste. Nous sommes décidés à en finir avec le complexe d'infériorité ou les réactions de timidité que rien, aujourd'hui, ne justifie plus. Nous voulons que chaque militant puisse à présent PENSER TOUT HAUT ; nous voulons dire à tous, amis ou ennemis, OÙ NOUS EN SOMMES ; CE

QUE NOUS VOULONS ; l'offensive socialiste, c'est d'abord une cure de franchise totale. Si nous voulons conquérir des couches sociales que leur misère sans issue commence à détourner des charlatans de la révolution, nous devons leur faire comprendre la position socialiste, qui n'est autre que l'introduction de la raison et de la justice dans les rapports des hommes entre eux. La véritable fidélité socialiste consiste pour nous à refuser de laisser imposer au peuple qui a proclamé les Droits de l'Homme, des idéologies et des méthodes de coercition policière qui sont la négation pure et simple d'une véritable civilisation.

Abandonner aux pseudo-révolutionnaires staliniens la direction du combat, ce serait courir à la défaite certaine : car non seulement leur servilité à l'égard de la bureaucratie russe est une cause permanente de paralysie de l'action prolétarienne, mais encore leur persécution continuelle contre toutes les initiatives révolutionnaires, et leur immoralisme constant fourbissent les armes de la réaction.

Seule, cette position à l'égard des valeurs fondamentales du socialisme place le problème de l'unité ouvrière sur son véritable terrain : les staliniens ne sont en apparence unitaires que dans l'intention de ligoter la classe ouvrière sur le plan politique comme ils ont provisoirement réussi à la paralyser sur le plan syndical. La classe ouvrière française n'est considérée, dans ce système, que comme un moyen de chantage et de pression au service du néo-impérialisme slave. Les ouvriers qui suivent fanatiquement le Parti Communiste ignorent sans doute les terribles souffrances imposées aux travailleurs de toute l'Europe centrale qui n'ont pas pu échapper à la dictature et à l'oppression stalinienne. Notre solidarité inconditionnelle ne distingue pas ces malheureux peuples du vaillant peuple espagnol encore martyrisé et torturé par Franco. Car notre conception socialiste ne saurait réclamer la liberté pour un peuple asservi et se faire le complice silencieux d'autres asservissements.

C'est un dur combat, nous ne l'ignorons pas ; c'est une lente et longue ascension vers un monde nouveau que nous entreprenons, ensemble avec tous les opprimés, nos frères de classe socialistes de toute l'Europe et du monde. Nous livrons ce combat à visage découvert, confiants dans la capacité politique des masses populaires françaises. Groupés, nous serons forts ! Rejoignez les rangs de SOCIALISME ET LIBERTÉ (2) dont notre revue est l'organe.

René LEFEUVRE.

(1) Cf. notre brochure : La Politique Communiste.

(2) Un appel sera publié dans le n° de juillet.

LA situation politique actuelle en France n'est pas le fait du hasard. Elle a ses causes d'ordre économique et ses origines historiques, et il ne serait pas sans intérêt d'étudier l'incidence sur notre pays des événements qui, depuis un demi-siècle, ont bouleversé le monde. Sans doute est-il encore trop tôt pour apporter sur le sujet un jugement définitif. Cependant, il n'est pas besoin d'attendre le recul des années pour constater que la France a été relativement moins affectée par les grands événements économiques, politiques et sociaux du siècle que la plupart des autres grandes nations.

Certes, elle n'est pas restée en dehors de la révolution industrielle, ni imperméable aux courants d'idées et aux doctrines nouvelles, ni à l'abri des cataclysmes, mais son évolution s'est effectuée à un rythme assez lent, sans bouleversements subits, ni crises aiguës, en dépit d'épreuves souvent pénibles.

Economiquement, elle n'a pas connu l'industrialisation accélérée et démesurée qui, en quelques décades, a fait la puissance de pays comme les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon ou l'U.R.S.S. Elle est demeurée un pays mi-agricole, mi-industriel, vivant pour partie d'un patrimoine accumulé aux époques prospères et des richesses d'un empire conquis au temps de sa grandeur. Par contre, elle n'a pas éprouvé toute la violence des crises économiques, ni l'ampleur du chômage qui devaient si violemment frapper, à différentes reprises, les pays surindustrialisés.

Depuis les années qui ont suivi la première guerre mondiale, son économie n'a pas été assez florissante pour conduire à un nouvel essor du capitalisme libéral, ni assez touchée par les crises pour entraîner, à travers un déclassement brutal des couches moyennes ou un appauvrissement grave du prolétariat, le succès d'un mouvement subversif de droite ou de gauche.

Et, en effet, les grands mouvements sociaux qui ont secoué si violemment l'Europe d'avant guerre n'ont pas réussi à s'imposer en France. Non pas qu'ils soient restés sans échos dans notre pays. Ils y ont éveillé des mouvements d'opinion, animés des partis, provoqué des conflits souvent ardents. Pourtant, en fin de compte, le fascisme n'a jamais réussi à pénétrer profondément les masses laborieuses et si, d'autre part, le communisme a trouvé crédit dans certaines couches du prolétariat, il s'est néanmoins heurté, jusqu'à ces dernières années, à l'hostilité d'une importante majorité de la population.

La France était restée le pays des classes moyennes stables, c'est-à-dire politiquement du radicalisme, qui exprimait leur attachement à des traditions désuètes, la médiocrité de leurs aspirations, leur goût du bien-être, leur crainte des expériences révolutionnaires.

Cependant, si les expériences et les idéologies extérieures n'ont trouvé en France qu'un écho amorti, si elles ont été impuissantes à mettre en résonance l'ensemble de la population, cela ne tient pas uniquement, aux raisons invoquées précédemment, c'est aussi que les propagandes étrangères ne visaient pas à ce but. Car la France était encore tenue avant la guerre pour une grande puissance, qu'il importait d'affaiblir, de neutraliser en y entretenant la confusion, et non de convertir.

PERSPECTIVES FRANÇAISES

Que subsiste-t-il aujourd'hui de cet état de choses ? La guerre n'a-t-elle pas modifié sensiblement la situation matérielle et morale de la France ?

En gros, les caractères essentiels, fonctions de données géographiques ou historiques n'ont pas été bouleversés par la tourmente, mais de nouveaux facteurs sont intervenus qui en corrigent les effets et en modifient les conséquences.

Ainsi, il est vrai que la guerre n'a pas apporté à la France des ressources naturelles lui permettant de devenir une grande puissance industrielle ; qu'elle a, au contraire, ruiné le pays. Mais ce fait a précisément rendu nécessaire une transformation économique qui, en des temps plus favorables, s'était heurtée à une opposition irréductible. Car la ruine du pays a été aussi celle du grand capital, aujourd'hui incapable — la possibilité lui en fût-elle offerte — d'entreprendre à son compte l'œuvre de reconstruction du pays. Et c'est ce qui a permis d'éliminer les grands trusts sans révolution, sans combat, presque sans résistance, de leurs positions essentielles dans l'économie. Cet événement n'apporte peut-être pas dans l'immédiat des avantages économiques considérables, mais il ouvre pour l'avenir des perspectives nouvelles au développement de l'industrie et prépare des changements importants dans la structure sociale du pays.

A ce dernier point de vue, la guerre n'a pas œuvré dans le sens d'une égalisation des conditions de vie. Comme toutes les époques de pénurie, elle a favorisé les campagnes aux dépens des villes, les intermédiaires aux dépens des producteurs, créé des profiteurs et des victimes. Mais ces conséquences ne survivront pas à la disette. Par contre, l'étendue des dévastations apporte une grande tâche : la reconstruction, qui écarte pour de nombreuses années la perspective du chômage et peut, sous certaines conditions, conduire à un regroupement des forces dans un vaste effort collectif.

La guerre n'a pas non plus changé le tempérament des Français ; mais elle les a tirés de leur fausse quiétude. Elle a mis brutalement en lumière, non seulement la faiblesse matérielle du pays, mais encore la routine des méthodes, le relâchement des mœurs, la vétusté des institutions. Elle a apporté la souffrance, conduit à la lutte, préparé matériellement et psychologiquement le peuple à vouloir du neuf. Car, le mouvement de la Résistance n'a pas été seulement un effort de libération nationale, il exprimait encore une volonté de rénovation sociale et de régénération morale.

La guerre, enfin, n'a pas rendu à la France une situation internationale prépondérante. Elle a même consacré sa déchéance comme puissance militaire. Mais ce fait a trouvé une contre-partie dans le changement d'attitude des pays étrangers à notre égard.

Ceux-ci ont reconnu, en effet, que leur intérêt n'est plus de chercher à réduire une force qui a cessé de faire illusion. Au contraire, notre pays restant une

position clé dans l'hypothèse d'un conflit entre continents et un bastion important dans les luttes d'influence, on a pu constater, depuis la libération, qu'il entre désormais dans la politique de chacun des trois « Grands » de restaurer la France dans une certaine puissance.

Ces facteurs nouveaux ont eu pour conséquence immédiate de porter les partis ouvriers au premier plan de la scène politique, précisément parce que ceux-ci semblaient les plus capables de répondre aux exigences et de satisfaire les aspirations nées de la guerre. Qu'il s'agisse de réaliser les nationalisations, d'animer l'effort de reconstruction, de personifier l'esprit de la Résistance, d'incarner les espoirs plus ou moins précis en « quelque chose de neuf », le Parti Socialiste et le Parti Communiste s'imposaient au choix des Français. Et, de même, l'un et l'autre s'imposaient respectivement aux gouvernants de Londres et de Moscou pour tenter de faire prévaloir leur influence dans l'orientation politique de la France.

Tout laisse à penser que la prépondérance des partis ouvriers dans la vie politique française inaugure une ère nouvelle, où notre pays va se trouver activement mêlé au grand conflit qui domine le monde d'après-guerre, celui qui oppose les anglo-saxons et les Soviétiques.

Or, la lutte d'influence entre les uns et les autres s'exprime actuellement par l'opposition connue entre les deux formes de démocratie : la démocratie libérale à la mode occidentale, qui respecte les libertés traditionnelles et les droits des minorités et ce qu'on appelle — par euphémisme — la « démocratie autoritaire », qui est en fait la dictature d'un parti, à la façon des pays de l'Europe orientale.

Que le Parti Socialiste soit un adepte de la première forme et le Parti Communiste en soit un de la seconde, pouvait être jusqu'ici considéré comme indiscutable. Cependant leur volonté commune de doter le pays d'une constitution instaurant un gouvernement d'Assemblée, c'est-à-dire, dans l'état actuel des choses, un régime sanctionnant la toute puissance des partis — ce qui est un premier pas vers la « démocratie autoritaire » — oblige à revoir la question. A moins de considérer la décision des Socialistes comme une fausse manœuvre ou une aberration passagère — ce qui est bien difficile — c'est toute l'orientation du mouvement ouvrier qu'il faut mettre en cause pour y trouver une explication valable. Car c'est lui, et lui seul, qui a été partisan de la nouvelle constitution.

Et, en effet, si l'on considère objectivement son histoire, on en vient à reconnaître avec Elie Halévy, qui déjà pressentait une « ère des tyrannies, » que le mouvement ouvrier a toujours été sollicité par deux tendances contradictoires. L'une qui le portait à lutter pour la liberté sous toutes ses formes, et dont l'objectif final était la destruction de l'Etat — non seulement de l'Etat bourgeois, mais de tout Etat en tant qu'instrument d'oppression de l'individu, pour en venir à substituer, selon la formule connue, « au

gouvernement des personnes, l'administration des choses. » L'autre tendance, au contraire, promue par les nécessités de l'action quotidienne, le poussait sans cesse à recourir à l'Etat — à cet Etat qu'il fallait un jour détruire — dans la lutte contre les classes dirigeantes. Mais par ces recours, le mouvement ouvrier poussait effectivement au renforcement de l'Etat, dont l'autorité devait s'exercer en sa faveur, et non à sa disparition. Et comme les nécessités découlant de l'action pratique finissent, en général, par s'imposer aux dépens des aspirations idéologiques, il ne faut pas trop s'étonner que la seconde tendance ait pris le pas sur la première.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus pour les partis ouvriers de détruire l'Etat bourgeois, mais de s'en emparer et de l'utiliser à leur profit. Loin de préparer le « dépérissement de l'Etat, » annoncé par Marx, ils s'orientent vers un régime assurant son omnipotence. Et c'est dans la ligne de cet effort, consciemment chez les Communistes, probablement inconsciemment chez les Socialistes, que s'inscrivait la nouvelle constitution présentée par ces deux Partis.

Certes, le Parti Communiste est depuis longtemps converti à un système dont le type achevé est fourni par l'Etat Soviétique, tandis que le Parti Socialiste est encore tourmenté par les deux tendances contradictoires qui pèsent depuis l'origine sur le mouvement ouvrier. Son glissement vers le centralisme bureaucratique et la dictature de parti n'a pas rompu, chez lui l'attachement aux traditions libérales, ni supprimé le respect de l'individu.

La France semble aujourd'hui près de sortir de la période d'évolution ralentie qu'elle a si longtemps connue. Nous avons vu que, en dépit des destructions apportées par la guerre, certaines conditions favorables se sont développées, tant du point de vue matériel que moral.

Cependant cette évolution peut se trouver grandement facilitée, ou dangereusement compromise, selon l'orientation à venir de la politique intérieure française.

Le mouvement ouvrier peut redonner au pays une vitalité, un dynamisme que la bourgeoisie décadente est désormais incapable de lui insuffler ; mais son influence prévaudra ou non, selon qu'il restera fidèle à l'esprit internationaliste et aux règles d'une démocratie authentique, ou s'orientera vers une forme plus ou moins camouflée de dictature de parti. Les résultats du référendum sur la Constitution apportent sur ce dernier point un avertissement significatif. C'est donc en grande partie de la prépondérance du Parti socialiste — dominant la tendance autoritaire, — ou de celle du Parti communiste, que dépend l'avenir du pays.

La stratégie de ce dernier, visiblement inspirée du précédent hitlérien, vise à la prise légale du pouvoir, à travers les étapes suivantes : conquête d'une majorité socialo-communiste au parlement, gouvernement bi-parti à direction communiste, pénétration des rouages de l'Etat, noyautage des administrations, de la police, de l'armée, main-mise sur les leviers de commande, enfin élimination, ou absorption du « parti frère » pour l'établissement d'une domination totalitaire sur le pays.

Qu'une telle perspective recueille l'adhésion enthousiaste d'une fraction du prolétariat, aveuglée par une mystique pseudo-révolutionnaire et par le mirage soviétique, est une réalité qu'on ne peut méconnaître. Mais elle se heurte à deux obstacles principaux.

Le premier tient à la situation internationale. Une hégémonie communiste en France, plaçant le pays sous l'obédience soviétique, aurait comme inévitable conséquence de tarir l'aide américaine. Or, sans elle, il n'est pas de reconstruction, pas de restauration possible de l'économie française, c'est-à-dire, en fin de compte, pas d'amélioration du sort de la classe ouvrière. Alors qu'il faut au pays des matières premières, des machines, des crédits, les gouvernants n'auraient à lui offrir que des appels au rendement et des mesures de stimulation inspirées du stakhanovisme.

Le second obstacle est l'hostilité de la majorité des Français à toute dictature en général et à une dictature communiste en particulier. Les gens de gauche invoquent à tous propos, et souvent hors de propos, le danger réactionnaire. Or, si ce danger est beaucoup moins grand à l'heure actuelle, il est certain que la menace d'une hégémonie communiste, avec le risque totalitaire qu'elle comporte, pourrait provoquer une véritable poussée réactionnaire, qu'il serait alors difficile de maîtriser.

Il appartient au Parti socialiste de parer à ces différents dangers. Par les bases ouvrières qu'il possède, son rayonnement dans les classes moyennes et ses liaisons internationales, il en conserve les moyens. Encore faut-il que sa politique soit vigoureusement adaptée aux nécessités de l'heure.

Le Parti socialiste n'a plus rien à gagner à lier ses chances à celles du Parti communiste. Cette tactique, justifiée à une époque où le fascisme disposait de puissants appuis internationaux, ne peut plus être appliquée dans les mêmes conditions alors que se pose la question du pouvoir. L'échec devant le pays de la Constitution présentée par les deux partis ouvriers en fournit l'exemple le plus récent. La position prise par les dirigeants socialistes en cette occasion a été une maladresse tactique : ils ont réussi la gageure de lancer leur parti dans une aventure où il était perdant à coup sûr, car la victoire des « oui » eût été surtout celle des communistes, mais celle des « non » est aussi la défaite des socialistes. Mais elle a surtout constitué une erreur politique, l'alliance des deux partis ouvriers sur une constitution, suspecte d'ouvrir la voie à une dictature totalitaire, devant renforcer l'opinion, déjà trop répandue, que les socialistes sont les fourriers du totalitarisme communiste.

Le Parti S. F. I. O. souffre d'un complexe d'infériorité, à l'égard de son rival, qu'il lui faut surmonter s'il veut être le parti de la situation.

Depuis qu'ils partagent les responsabilités du pouvoir, les communistes — tout comme les autres — n'ont rien à offrir aux travailleurs que des privations. Leur prestige tient encore aux promesses d'un paradis futur que leur nom évoque faussement dans l'âme populaire. Mais un parti au pouvoir ne peut maintenir son prestige que par des réalisations. Or, sur ce terrain les socialistes ont, par leur position internationale, de plus larges possibilités dans l'avenir prochain. A eux de savoir en tirer parti.

Le problème qui se pose aujourd'hui à la France est l'édification d'une économie dirigée qui, sur le plan extérieur, s'intègre à l'économie mondiale et, sur le plan intérieur, se concilie avec le libre jeu d'institutions démocratiques véritables. Il n'y a là rien d'inconciliable, ainsi que le prouve l'expérience du *Labour Party* en Angleterre.

E. LIÉNERT.

La vie internationale

LES débats du Conseil de Sécurité avaient déjà montré l'acuité des compétitions internationales. Franco soutient son régime grâce à la division des Trois Grands. En Iran la lutte d'influence entre les intérêts anglais et les intérêts russes s'éternise avec le problème de l'Azerbeïdjan. Avec le traité russo-iranien, les objectifs soviétiques n'ont été atteints qu'à demi. Le véritable objet de la pression exercée par Moscou sur les « impérialistes » de Téhéran étant d'évincer l'Angleterre des positions économiques et politiques qu'elle tient actuellement. Avec une ruse toute orientale, les gouvernants de Téhéran s'efforcent de tenir la balance égale pour subsister et surtout de ne pas disparaître de l'attention du Conseil de Sécurité.

Les docteurs du Stalinisme soutenaient jusqu'ici gravement qu'il ne pouvait y avoir d'impérialisme soviétique pas plus que de cercle carré, puisque l'Impérialisme (Lénine dit) se caractérise par l'exportation de capitaux. Après la Constitution de la Société pétrolière russo-iranienne qui ressuscite l'ancien privilège des tsars, il va falloir fourbir d'autres armes idéologiques.

Comme il fallait s'y attendre, la Conférence de Paris a finalement échoué. Le conflit des vainqueurs dépasse de loin le problème des rapports entre vainqueurs et vaincus. Ces derniers disparaissent dans l'ombre, nourrissant toutefois l'espoir d'une renaissance de l'acuité, du nouveau conflit lui-même. C'est manifestement le cas de l'Allemagne, encore plus que de Rome. L'esprit de ces négociations manifeste une incontestable régression sur l'esprit de Versailles lui-même. La Charte de San-Francisco est reléguée aux oubliettes de l'histoire. Dans une question comme celle de Trieste personne ne parle plus d'une consultation des populations elles-mêmes (méthode évidemment périmée et inspirée par le « libéralisme pourri »).

La force et la faiblesse du nouvel impérialisme soviétique réside dans une reprise des méthodes de Hitler. Nous retrouvons la même politique d'expansion appuyée sur la revendication d'un « ordre nouveau » en Europe, le même mélange de propagande et de contrainte militaire, l'action des puissantes « cinquièmes colonnes » conjuguées avec le chantage à la guerre, la politique du fait accompli mêlée à la dénonciation des « vieux impérialismes nantis. » Mais si c'est là une force, c'est aussi une faiblesse car aucun de ces procédés n'est inédit. Staline a le tort de venir en second et un peu trop tard, lorsque ses adversaires sont déjà instruits par l'expérience. C'est ce qui explique le raidissement de la politique anglo-saxonne tandis que le référendum a marqué de son côté un coup d'arrêt du côté de la France.

L'Angleterre se défend àprement. Mais il faut pour être juste signaler que des mesures comme la reconnaissance de l'Indépendance des Indes et l'évacuation de l'Égypte, s'inscrivent du côté britannique dans le cadre d'une révision du « vieil impérialisme classique du XIX^e siècle », comme l'avait annoncé Bevin. A mesure que l'U.R.S.S. reprend un visage aussi classiquement tsariste que possible, l'Angleterre commence à prendre un visage nouveau. Quoi qu'il en soit, si des bouleversements ne surviennent pas à temps dans les principaux pays et en Russie même il faut malheureusement reconnaître que le monde glisse vers une nouvelle guerre.

A. P.

RENAISSANCE DE L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE SOCIALISTE

DU 19 au 22 avril s'est tenu à Perpignan le Congrès National des J.S. de France qui a pris des résolutions importantes pour mettre sur pied une grande organisation de la jeunesse socialiste, la seule organisation politique de la jeunesse ouvrière depuis la dissolution de la J.C. et sa transformation en « apolitique » U.J.R.F. Il a décidé d'élargir son champ de travail en créant avec le Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse un front laïque et antifasciste de jeunes. Mais surtout il a voulu renouer les liens qui l'unissaient aux organisations de jeunes socialistes des autres pays, car sans une action internationale commune, il ne saurait y avoir d'organisation socialiste forte sur le terrain national.

Aussitôt après le Congrès National, une Conférence Internationale s'est ouverte à laquelle ont pris part les délégués de la France, de l'Italie, de l'Espagne, de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Pologne, de la Roumanie, de la Bulgarie, des pays scandinaves (Suède, Norvège, Finlande), de la Suisse, de la Palestine et la jeunesse socialiste juive du « Bund ». L'Angleterre n'était pas représentée à la Conférence, car il n'y a pas en Angleterre un mouvement spécifique de jeunesse à l'échelle nationale, mais Harold Laski, président du Labour Party a promis son concours à la Nouvelle Internationale. Une vice-présidence du Bureau Exécutif Provisoire de la future Internationale reste réservée à l'Angleterre.

La Conférence a décidé sans tarder et sans attendre la reconstitution de l'Internationale des partis adultes de procéder à la reconstitution de l'Internationale des Jeunes. Le premier Congrès de l'Internationale aura lieu dans la semaine du 29 septembre au 6 octobre, à Paris. La Conférence a élu un bureau exécutif provisoire, chargé de préparer ce Congrès dont Matteo Matteotti, fils du grand Matteo a accepté la présidence. La création de l'Internationale de la Jeunesse Socialiste, autonome et indépendante de tout gouvernement quel qu'il soit est le premier pas de l'internationalisme prolétarien après cette guerre. Mais il ne faut pas dissimuler que des divergences assez profondes existent encore entre les différentes sections de la future Internationale. La discussion sur les buts et les tâches de l'Internationale à la Conférence de Perpignan l'a clairement démontré. La délégation polonaise par exemple, s'est opposée formellement à toute allusion à la nécessité de combattre les deux blocs impérialistes qui se forment dans le monde, et de veiller à ce que la lutte de classes à l'intérieur des pays ne se confonde pas avec la rivalité des grandes puissances antagonistes. Néanmoins, le fait même de la création de l'Internationale Socialiste des Jeunes est un progrès remarquable.

La Conférence a adopté aussi des résolutions sur les rapports avec la Fédération Mondiale de la Jeunesse. Elle a souligné la nécessité d'une attitude uniforme dans tous les pays envers cet organisme confusionniste dominé par les communistes. Si, contrairement à l'avis de nos camarades espagnols qui demandaient

la rupture complète, elle a envisagé des pourparlers en vue d'une action commune avec cette fédération, elle était unanime contre toute fusion et pour l'indépendance complète de l'I.J.S.

La Conférence a manifesté sa solidarité avec nos camarades espagnols et s'est prononcée pour des actions concrètes, comme le refus de charger les bateaux à destination de l'Espagne franquiste, la création d'un fond de solidarité destiné aux militants socialistes espagnols, et au cas où le peuple espagnol activerait la lutte contre l'opresseur, une aide par tous les moyens qui pourraient l'épauler dans sa lutte clandestine.

La Conférence a rejeté à l'unanimité moins deux abstentions, après une longue discussion, la proposition du délégué polonais de ne pas admettre à la Conférence l'organisation de la jeunesse socialiste allemande. Elle a, non seulement pris en considération que le principe internationaliste interdit l'exclusion d'une organisation socialiste qui lutte dans les conditions extrêmement difficiles contre les vestiges du fascisme encore très fort, mais que cette organisation a besoin dans sa tâche ardue de rééduquer la jeunesse allemande de toute l'aide de l'Internationale. C'est pourquoi elle a demandé aux partis adultes d'intervenir auprès des puissances occupantes pour que soit abandonnée toute idée de jeunesse unique qui porte en elle-même des germes de l'idéologie totalitaire ou fasciste et d'autoriser le mouvement autonome de la jeunesse socialiste allemande. Elle a chargé les sections de l'I.J.S., en particulier la section suisse de rééditer la littérature marxiste en langue allemande, et de faire avec la section allemande, l'échange de documents, contacts personnels, correspondance.

Malgré certaines insuffisances, inévitables dans la période actuelle du mouvement ouvrier, la conférence de Perpignan était une belle manifestation de l'esprit internationaliste de la jeunesse socialiste du monde. Nous voulons y voir la promesse d'un vaste renouveau socialiste.

Louis MARTIN.

SPARTACUS

Nouvelles publications

Jean JAURÈS : L'Église et la Laïcité... fr.	15
Charles ALLIGIER : Socialisme, Bolchevisme et France..... fr.	20
René LEFEUVRE : La Politique Communiste (La Ligne et les Tournants) ... fr.	20
Jean COTEREAU : L'Église a-t-elle collaboré ? fr.	20
Remises suivant quantités : 5 ex. 5 0/0, 10 ex. 10 0/0, 25 ex. 15 0/0, 50 ex. 20 0/0, 100 ex. 25 0/0, 500 ex. et au-dessus 33 0/0. - Envoi fra. co.	
Abonnements : 1 an, 200 fr. Étranger, 300 fr. De soutien, 500 fr. - C.C. Postaux : 633-75.	

L'IMPASSE ESPAGNOLE

par Ignacio IGLÉSIAS

Une question espagnole se trouve actuellement dans une période qui nous offre un cas extrêmement paradoxal. C'est ainsi que nous pouvons constater que, tandis que la situation intérieure du pays est chaque jour plus difficile et par suite, pleine de périls pour Franco, la situation internationale le favorise extraordinairement. Il en résulte que le Caudillo se maintient grâce aux désaccords qui existent entre les trois grandes puissances en lutte pour le partage du monde.

L'économie espagnole traverse une étape réellement critique. L'augmentation formidable de la circulation fiduciaire a produit une inflation monétaire sans précédent en Espagne. Il en résulte une hausse considérable des prix et une diminution du pouvoir d'achat des salaires qui n'ont pas été réajustés. Tandis que les salaires n'ont augmenté que de 35 % par rapport à 1936, dans la période immédiate antérieure à la guerre civile, les prix de détail ont monté de 400 % si ce n'est plus. Le déséquilibre est par suite vraiment tragique et la misère du peuple espagnol épouvantable.

La situation de l'industrie n'est pas moins désastreuse : en général on estime à 40 % la chute de la production industrielle. Par exemple au cours des quatre premiers mois de l'an dernier la production d'acier a été de 168.678 tonnes contre 214.000 l'année précédente. Il en va de même pour le ciment : la production de ciment ne correspond qu'à 58 % de la capacité de production des fabriques. Cette chute verticale de l'industrie s'accroît encore davantage d'un mois à l'autre cette année. Seule l'extraction de la houille a augmenté en arrivant à un indice supérieur à celui d'avant-guerre. Mais cet accroissement a été obtenu grâce à deux mesures principales : augmentation d'une heure de la journée de travail et exemption du service militaire pour les mineurs.

Par-dessus tout la situation alimentaire présente des caractères tellement graves que la presse franquiste elle-même se trouve obligée d'en parler. Nous avons sous les yeux un commentaire du journal *La Prensa* de Barcelone dans lequel on dit : « Le ravitaillement est à un prix si élevé que jamais on n'est arrivé à une situation aussi angoissante pour les classes économiquement pauvres. Il faut trouver une solution une fois pour toutes. » L'évêque

de Barcelone lui-même dans une lettre pastorale lue aux fidèles et publiée dans la presse, reconnaît ce qui suit : « Nous allons vers les jours les plus critiques dans lesquels se font sentir avec une force accrue les effets de la pénurie et particulièrement de la pénurie des aliments de première nécessité. Nous le savons non seulement par les informations que nous recevons chaque jour de nos pauvres, mais aussi parce que les demandes de secours augmentent chaque jour. »

Comme conséquence de cette situation intolérable, les grèves partielles augmentent de jour en jour, surtout dans la région catalane. Dans toutes ces grèves, les revendications sont toujours les mêmes : augmentation des salaires et fourniture de certains objets de première nécessité. Les travailleurs se fondent sur l'insuffisance du rationnement pour arrêter le travail. Voici un fait entre beaucoup : dans une fabrique de textiles de Sabadell, les ouvriers font la grève des bras croisés ; la gendarmerie et la police arrivent bientôt et leur demandent pourquoi ils ne travaillent pas : « Parce que nous ne mangeons pas », fut la réponse. Dans les hauts-fourneaux de Catalogne, les ouvriers réduisent la production à sa plus simple expression. Comme la direction leur demandait des explications, ils répondirent : « A salaire insuffisant petit travail ! » Il est nécessaire d'ajouter que dans la majorité des cas, ces grèves partielles sont gagnées par les travailleurs qui obtiennent quelques améliorations.

Si nous examinons sous tous ses aspects la situation générale de l'Espagne, nous arriverions facilement à cette conclusion qu'elle est vraiment insoutenable pour Franco et sa phalange. Il y a un malaise qui atteint tous les milieux sociaux et qui fait le succès de la propagande des forces organisées de l'opposition. Seul l'énorme appareil policier et militaire monté par le franquisme lui permet de se défendre d'une manière ouverte contre ce danger. Cependant malgré la terreur régnante, les conflits du travail augmentent chaque jour, conflits qui, malgré leur aspect économique, ont un grand contenu politique. Comment Franco peut-il se maintenir dans ces conditions ? Nous en avons déjà donné l'explication : c'est le désaccord entre les trois grands qui le favorise hautement. On en est arrivé à un tel point qu'aujourd'hui Franco peut se dire qu'il compte sur l'appui tacite des Anglo-Américains. On se demande si le capitalisme anglo-américain ne songe pas à faire de l'Espagne une tête de pont dans une Europe influencée ou dominée par la Russie.

Au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., on vient d'examiner à nouveau la question espagnole. Une fois de plus les représentants de l'Angleterre et des Etats-Unis sont parvenus à faire ajourner les solutions. Le résultat fut de nommer une commission pour enquêter — cruelle ironie — sur la nature du régime franquiste. Un point c'est tout ! Les possibilités qui s'offrent de ce côté là au peuple espagnol sont nulles. Ce ne sont pas des réunions ou des conférences de ce genre qui résoudreont le problème espagnol. Les illusions créées il y a quelques mois par l'espoir d'une action favorable des alliés ont disparu complètement des milieux de l'émigration espagnole. Les espérances qu'avait le gouvernement Giral d'être reconnu par Londres et par Washington se sont évanouies.

C'est sans doute pour cela qu'il paraît se pro-

duire un changement d'orientation du gouvernement espagnol en exil. La reconnaissance polonaise, celle de la Yougoslavie, l'espoir d'être prochainement reconnu par la Bulgarie et la Roumanie et enfin par la Russie quand tout sera à point, fait que Giral regarde maintenant du côté de l'Est. L'entrée d'un représentant du parti communiste dans le gouvernement malgré l'opposition de presque toute l'émigration et de ses organisations les plus représentatives n'est pas étrangère à la reconnaissance des pays slaves. Elle en est bien plutôt une conséquence. La gravité de cette possibilité de nouvelle orientation inquiète justement. Les Espagnols savent mieux que personne ce que représentent les communistes et ce dont ils sont capables, en raison de leur inspiration étrangère et totalitaire.

Cependant la résistance travaille, bien que, faute de moyens économiques, elle ne puisse donner à plein. La vérité c'est que le gouvernement Giral préoccupé de réussir sur le terrain diplomatique prête fort peu attention à la résistance. La Résistance se trouve sans appuis politiques ni

économiques, livrée à ses seules ressources qui sont faibles. Dans de telles conditions, en face d'un appareil policier aussi puissant que celui de Franco, il y a peu de possibilités. Toutes les conditions existent pour mener à bien une action qui achève de ruiner le régime franquiste en rendant sa situation insoutenable. Malheureusement ce qui manque, ce sont les moyens. Celui qui aurait pu les procurer ne l'a pas fait et ne le fait pas. La conviction qu'il en est ainsi livre au désespoir de nombreux éléments. Il n'y aurait rien d'extraordinaire à ce qu'un beau jour, l'alliance des forces démocratiques en arrive à pactiser avec des forces étrangères à la République.

Pour l'instant, la question espagnole se trouve dans une impasse. Le paradoxe c'est que Franco affaibli à l'intérieur s'est fortifié à l'extérieur. Il faudra attendre le déroulement des événements internationaux pour voir comment se résoudra ce paradoxe. Malheureusement, manque aussi au peuple espagnol la solidarité révolutionnaire du prolétariat mondial, seule force capable de trancher une fois pour toutes le nœud gardien qui s'est créé en Espagne.

LES SYNDICALISTES PERSÉCUTÉS EN BULGARIE

De nombreux échos nous parviennent des pays soumis à l'influence russe dans l'Est européen. Ils nous apprennent que ces pays subissent actuellement un régime de dictature et de brutalité qui ne diffère guère de l'ignominie fasciste.

La lettre que nous publions ci-dessous émane d'un syndicaliste bulgare. C'est un des témoignages les plus modérés que nous connaissions.

LES nouvelles d'ici ne sont pas bonnes. Une nouvelle dictature portant le nom de « Front patriotique » s'est établie chez nous, et ceux qui l'exercent sont les « camarades communistes ».

Peu après le 9 septembre, date glorieuse pour les travailleurs bulgares, nous eûmes une conférence générale au cours de laquelle nous résolûmes de publier le journal « La Pensée Ouvrière ». A peine avions-nous sorti une série de quatre numéros que le gouvernement en interdit la publication sous prétexte de manque de papier, pendant que ce précieux papier était gâché avec prodigalité pour des choses absolument insignifiantes.

Bientôt, le local où siégeait notre organisation fut fermé et nous fûmes contraints de cesser notre activité sociale et culturelle.

Nous protestâmes contre cette mesure de violence et cette protestation fut faite par écrit en même temps qu'une délégation s'adressait aux partis composant le front national ainsi qu'au gouvernement. Tous accueillirent nos délégués et prirent note de notre protestation, à l'exception des communistes qui refusèrent de recevoir notre délégation.

Une nouvelle conférence générale fut fixée au 9 mars (année 1945). Dès l'ouverture de la conférence les agents de police intervinrent et arrêtaient tous les assistants. Après nous avoir laissé un mois et demi dans la prison de Sofia, le gouvernement décida de nous envoyer dans un camp de concentration dénommé « camp de travail » et destiné aux fascistes.

Notre sort était pire que celui infligé aux fascistes. Coups et mauvais traitements de toutes sortes furent notre lot. Jamais nous ne l'oublierons. Il faut se représenter, en effet, que la plupart d'entre nous avaient derrière eux de longues années de lutte. Beaucoup parmi nous combattirent le fascisme en Espagne. beaucoup aussi étaient « maquisards » sous l'occupation allemande. Presque tous peuplaient les prisons sous la dictature fasciste et beaucoup d'entre nous avaient été condamnés à mort ou à la détention perpé-

tuelle en même temps que les chefs communistes maintenant au pouvoir. Tout cela est oublié à présent. Nous sortîmes enfin du camp de concentration, les uns après trois mois, les autres après sept mois de détention.

Cette libération eut lieu grâce à l'intervention des Anglais et des Américains. Les puissances occidentales obligèrent le gouvernement du Front patriotique à concéder quelques droits à l'opposition.

Les éléments bourgeois, démocrates et même l'opposition fasciste obtinrent la liberté de propagande. On ne pouvait, dans ces conditions priver notre mouvement syndicaliste de cette liberté. Nous publîmes donc deux journaux, la « Solidarité Ouvrière » et la « Pensée Ouvrière ». Après quelques numéros nos journaux furent de nouveau interdits. Et maintenant, nous pouvons voir une presse fasciste libre, tandis que les organes de la presse antifasciste par excellence représentée par notre mouvement ne peuvent paraître !

Nous nous adressâmes une fois de plus pour protester auprès du gouvernement et la « Solidarité Ouvrière » eut l'autorisation de paraître. Mais c'était une duperie, car sorti de l'imprimerie, le journal ne put être diffusé par mesure de l'agence d'Etat de distribution. Et, en dépit de l'autorisation, le journal ne peut pas paraître.

Tel est le visage de la liberté dans notre pays, tant vanté pour son esprit démocratique et antifasciste !

Les éléments fascistes qui ont, jadis, assassiné notre camarade Panaïot Vassiliev jouissent, par contre, d'une liberté illimitée. Ils ont formé un soi-disant parti démocratique et ainsi, le fascisme bulgare vogue sous un faux pavillon.

Il y aurait beaucoup à dire sur le gouvernement actuel de « Front patriotique ». Je dirai simplement ceci : il comprend, outre des communistes et d'autres partis, des représentants de l'Union populaire (Zveno). Le Zveno n'est rien d'autre que le parti fasciste bulgare. C'est lui qui fit le coup d'Etat du 9 juin 1923. Sous l'égide du sanglant professeur Zankov, 30.000 ouvriers et paysans furent assassinés. Plus tard, les éléments démocratiques reprirent le pouvoir. Cela n'était pas du goût des gens du Zveno et le 19 mai 1934 ils tentèrent un nouveau coup d'Etat et persécutèrent les partis de gauche et, en particulier les communistes, ainsi que Stambolisky le porte-parole du parti agrarien. Aujourd'hui, le Zveno suit la mode. Il se camoufle en démocrate et les communistes n'ont pas honte de siéger avec ses représentants au banc du gouvernement.

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Si vous voulez savoir comment fut assassinée la Révolution espagnole, lisez nos quatre brochures :

J. Prader : Au secours de l'Espagne socialiste	20 fr.
Prudhommeaux : Catalogne 1936-1937.....	16 fr.
Marcel Ollivier : Les Journées sanglantes de Barcelone (Le Guépéou en Espagne).....	12 fr.
P. Lapeyre : Révolution et Contre-Révolution en Espagne.....	12 fr.

Envoi franco de port. Adresser commandes et fonds à J.-R. Lefevre, 15, rue de la Huchette, Paris (5^e). C. Chèques Postaux Paris 633-75.

Après le 26^e Congrès de la C.G.T.

par Marcel VALIÈRE

DANS la vie déjà ongue de la C. G. T. le 26^e Congrès qui vient de se tenir marquera sans conteste une date importante. Il a consacré la mainmise du Parti communiste sur le mouvement syndical français.

Si l'on veut bien se rappeler que, lors de la fusion entre C. G. T. et C. G. T. U., celle-ci était bien plus faible numériquement que la première et que ses militants avaient dû souscrire à toutes les exigences des dirigeants confédérés pour obtenir l'unité syndicale exigée par Moscou, on ne pourra que mieux apprécier le chemin parcouru depuis 1936. Il y aurait toute une étude à faire, riche d'enseignements, sur les causes diverses de ce renversement, en dix années, de la situation et pourquoi Frachon 1946 a réussi là où Monmousseau 1920 avait échoué.

Quoi qu'il en soit, c'est à plus de 80 % des voix que les thèses présentées par Frachon et ses amis l'ont emporté dans les différents votes qui ont été émis sur le rapport d'activité, les modifications aux statuts et la résolution générale. Quand on connaît la vie syndicale et quand on n'ignore rien des procédés employés par les « majoritaires » dans les assemblées générales de syndicats, dans les congrès de fédérations et d'unions départementales qui ont précédé le congrès confédéral, cela signifie, non pas que les 4/5^e des 5 millions et demi d'adhérents sont d'accord avec le programme et les méthodes préconisés par la tendance stalinienne, mais que les 4/5 des cadres syndicaux sont stalinisés : nuance !

Dans un précédent numéro, *Masses* a donné un aperçu, par l'exemple de la Fédération postale, de la façon dont se fait la conquête, la colonisation d'une organisation syndicale.

Depuis la libération et plus particulièrement dans la période qui a précédé le congrès confédéral, le siège des fédérations et des unions départementales a été pratiqué d'une manière systématique, les militants non staliens éliminés par tous les moyens, les interventions non conformistes étouffées. Certains congrès d'U. D. par exemple (Côte-d'Or, Puy-de-Dôme, Hérault, Ardèche...) ont été des modèles du genre ! Malheur à qui osait réclamer l'indépendance du syndicalisme. Il était sans autre forme de procès mis dans le même sac que les Belin, Dumoulin, Froideval. Quant à ceux qui se plaignaient de l'insuffisance des salaires et des traitements et réclamaient une action énergique sans en exclure la grève, ils étaient traités de provocateurs et conspués sans ménagement.

C'est ainsi que s'est préparé le congrès de la C. G. T. Ajoutons pour être complet que le mode de représentation des syndicats ne comptant pas 5.000 adhérents favorisait les manœuvres bureaucratiques et que, dans certaines corporations, les réunions n'ont groupé qu'un nombre infime, ridicule de syndiqués, les « durs » naturellement.

Aussi les jeux étaient-ils faits d'avance au Parc des Expositions. Et les discussions de ces cinq jours n'ont pas déplacé dix voix dans un sens ou dans l'autre. Un chef d'orchestre invisible mais vigilant dirigeait l'ensemble et évitait les fausses notes tout au moins au sein de la majorité. Car, malgré tout, il y eut des interventions hétérodoxes dont la plupart provoquèrent des « mouvements divers » mais les majoritaires, sûrs de leur victoire, laissèrent s'exprimer les orateurs minoritaires, sans trop de remous ni de huées.

Les thèmes essentiels traités ont été, outre l'indépendance du syndicalisme, le problème des salaires et des prix, celui de la production et de la reprise économique et enfin les moyens d'action.

Sur aucune de ces questions l'unanimité ne s'est réalisée. Mais si l'on analyse les débats et les votes, il apparaît que trois courants, trois tendances existent au sein de la C. G. T. : le courant néo-réformiste stalinien, majoritaire ; le courant réformiste traditionnel dont le leader reste l'inamovible Jouhaux — le courant du syndicalisme de lutte des classes. Jouhauxistes et Frachonistes s'opposèrent quant à la mise en tutelle de la C. G. T. par le P. C. mais par ailleurs, sur tous les autres points, à quelques nuances près, leur accord est complet, ils préconisent la même politique syndicale. En bref, Jouhaux est minoritaire mais le jouhaussisme est toujours majoritaire. Le manifeste qui est sorti du congrès a été rédigé par Frachon, Jouhaux et Saillant et il n'ont eu aucun mal à s'entendre. Ce qui sépare les réformistes des staliens dans le mouvement syndical ce ne sont donc pas de graves divergences de principes, des conceptions opposées en matière de programme revendicatif, une vue différente de l'action à mener — puisque ces deux courants font bloc chaque fois que ces problèmes sont soulevés — c'est, avec les oppositions de personnes, la lutte sournoise pour conserver ou conquérir les leviers de commande. Sur ce terrain-là, les staliens ont marqué beaucoup de points, les principales fédérations : métaux, bâtiment, cheminots... et unions : région parisienne, Nord, Rhône, Bouches-du-Rhône... sont entre leurs mains. Les modifications aux statuts votées par le congrès auront pour résultat de consolider fortement leur mainmise dans l'avenir. Tout cela n'a rien de réjouissant. Les réformistes sont-ils capables de remonter le courant et de reprendre le terrain perdu ? C'est plus que douteux et est-ce souhaitable ? La plupart de leurs dirigeants sont blanchis sous le harnais, leur prestige est souvent plus ou moins atteint parce qu'au cours de leur longue carrière syndicale ils ont commis maints et maints compromis boiteux que les syndiqués n'ont pas toujours oubliés, ils n'ont pas d'autre part pour les aider de toutes les manières un parti politique puissant et discipliné. L'orientation qu'ils proposent ne se différencie guère pratiquement de celle de leurs frères ennemis. Il faut dénoncer chez certains d'entre eux une tendance

à envisager d'un œil favorable l'opportunité d'une nouvelle scission comme il faut dénoncer avec vigueur les manœuvres stalinienne tendant à fausser la démocratie syndicale, à rendre l'atmosphère irrespirable, à subordonner le mouvement syndical à un parti politique, et donc à répéter la lamentable histoire de la C. G. T. U.

Le troisième courant a fait entendre sa voix au congrès. Mais les critiques qu'il a formulées sur le rapport d'activité, les propositions pratiques qu'il a présentées pour l'avenir s'adressaient moins aux congressistes eux-mêmes qu'à l'ensemble des syndiqués. Indépendance du syndicalisme ? Oui. Mais aussi syndicalisme de lutte et non de collaboration de classe. Au manifeste Frachon-Jouhaux-Saillant il a tenu à opposer son propre manifeste dans lequel il développe ses mots d'ordre revendicatifs et d'action :

1^o Déblocage des salaires avec revalorisation du salaire de base, échelle mobile et contrôle ouvrier de la comptabilité patronale ;

2^o Action directe de la classe ouvrière en y comprenant la grève au lieu de la seule action parlementaire menée depuis des mois et dont la duperie et l'inefficacité ne sont pas à démontrer.

A la formule incomplète et dangereuse : produire, produire, clamée et proclamée à tous les échos, il a opposé d'abord les statistiques officielles qui montrent clairement que ce sont les trusts qui, jusqu'à ce jour, ont été à peu près exclusivement les seuls bénéficiaires de l'effort ouvrier, il a opposé ensuite un plan ouvrier de production et de reconstruction conçu pour les seuls intérêts des masses laborieuses.

Sur le plan international également il a opposé ses conceptions particulières à celles communes aux deux autres courants.

Certes, soyons sans illusion sur les résultats immédiats de notre tentative de redressement et de regroupement syndical sur le plan révolutionnaire. Pourtant elle n'est pas restée sans écho au congrès même, en dépit de tout ce que la bureaucratie confédérale a déployé d'efforts pour la combattre, l'étouffer ou la minimiser.

La tâche sera difficile à conduire à bien et elle peut apparaître à certains comme surhumaine. Mais dans la voie qui mène à la libération sociale, rien n'est facile. La solution viendra d'en bas. Le mécontentement est grand parmi les syndiqués de base en raison de l'insuffisance du pouvoir d'achat provoqué par la hausse réelle des prix et le blocage effectif des salaires. Un malaise existe, provoqué aussi bien par le suivisme dont fait preuve la C.G.T. depuis vingt mois, que par le régime intérieur instauré par les cadres staliens.

Les mois qui vont suivre permettront de vérifier qui a vu juste des uns et des autres, qui a lancé les mots d'ordre les mieux adaptés à une situation économique donnée, les plus conformes aux intérêts immédiats et généraux de la classe ouvrière. Nous vivons un temps où tout peut évoluer très vite à condition que l'avant-garde consciente multiplie ses efforts et ne désespère pas.

Congrès du Livre, Congrès modèle

par Claude ROLDES

LE XVI^e Congrès des Travailleurs du Livre s'est tenu à la Bourse du Travail de Saint-Etienne.

Il nous plaît d'en souligner le caractère.

Ici, en effet, point de mot d'ordre ni de démagogie. La politique n'a pas cours. Des hommes libres discutent, seulement, en toute liberté, de leurs conditions d'existence et de travail.

Et cela nous change agréablement de ces autres congrès auxquels il nous a été donné d'assister ces derniers temps, où tout est réglé par avance... jusqu'au muselage de l'opposition, où l'on se lève et l'on s'assoit, à tout instant, comme à la messe, où tout se passe en congratulations, accolades et gerbes de fleurs.

Aussi — en dépit de l'austérité des lieux — est-ce avec attention et sympathie que l'on suit les exposés des différents orateurs qui se succèdent à la tribune.

Sur la question de l'indépendance syndicale, le Congrès ne s'égaré pas en de vaines considérations. Après un bref échange de vues, on passe au vote : à l'unanimité moins six voix les délégués décident de conserver leur liberté et de ne pas mêler la politique à leurs revendications.

Il ne nous est pas permis, dans le cadre de cet article, de donner un compte-rendu détaillé des travaux de ce Congrès, mais il importe de souligner qu'à l'issue de ces derniers, les travailleurs du Livre se sont prononcés, à l'unanimité : pour le retour aux conventions collectives librement débattues entre les organisations professionnelles intéressées et à l'échelle mobile des salaires, une échelle mobile où il serait tenu compte de l'incidence de la production nationale ; pour le maintien de la majoration des heures supplémentaires selon les taux prévus de la convention collective de 1937 ; le paiement des jours fériés ; l'extension à toutes les catégories des trois semaines de congés payés ; l'application aux ouvriers de la formule « à travail égal, salaire égal » ; une répartition plus équitable des charges par la suppression de l'impôt cédulaire et la confiscation effective des biens des traitres et profiteurs de guerre ; l'amélioration du plan de sécurité sociale et l'extension de la législation métropolitaine à l'Afrique du Nord sans distinction de race ni de confession ; pour la nationalisation, également, de toutes les entreprises de presse.

Avant de se séparer, les congressistes adoptèrent, d'autre part, et lui fait mérite d'être signalé, une résolution sur la paix que nous reproduisons ci-dessous :

« En présence des obstacles de caractère impérialiste qui s'opposent à la réalisation de la Paix et font passer sur les peuples les menaces d'une nouvelle guerre mondiale, le XVI^e Congrès de la Fédération Française des Travailleurs du Livre, se prononce pour l'indépendance complète des sections de l'Internationale syndicale vis-à-vis de leur gouvernement et pour l'orientation de leur action selon les principes qui présidèrent à la création de la Première Internationale. Il demande à la F. S. M. de prendre l'initiative d'une campagne à l'échelle mondiale en faveur de la paix, en s'appuyant sur l'union de tous les travailleurs pour faire échec à la politique guerrière de tous les impérialismes. »

Magnifique Congrès, en résumé, sympathique et constructif, et comme on aimerait en voir beaucoup.

POUR UN RENOUVELLEMENT DU SOCIALISME

DE même que, vers 1848, Marx et Engels pouvaient affirmer avec raison que l'économie capitaliste s'imposerait au monde entier en faisant naître ses propres fossoyeurs, nous voyons aujourd'hui les économies capitalistes de la « libre entreprise » rapidement acheminées vers des systèmes dirigés et planifiés, foncièrement collectivistes dès lors, même s'ils gardent un caractère mixte en laissant à la propriété privée des moyens de production une fonction plus ou moins étendue, plus ou moins symbolique. Nous découvrons en même temps que le collectivisme n'est pas comme on fut tenté de l'admettre, synonyme de socialisme, et peut même revêtir des formes antisocialistes d'exploitation du travail et de mépris de l'homme. Nous constatons que les problèmes de l'organisation rationnelle de la production, de la sécurité et de la liberté de l'homme, posés par le mouvement socialiste sont partout mis à l'ordre du jour en termes inéluctables par les événements mêmes; et nous voyons au même moment l'extrême faiblesse des mouvements qui préconisent le collectivisme socialiste, répondant ainsi à la fois au développement de l'économie et aux aspirations confuses de grandes masses lésées par l'état de choses actuel.

Que cette faiblesse soit largement due aux défaites subies par le socialisme européen, n'est pas niable; qu'une part de responsabilité dans ces défaites revienne aux vaincus, n'est pas niable non plus. Il semble évident que l'évolution du régime soviétique vers le Totalitarisme ait été en grande partie due au manque de clairvoyance des Bolcheviks, aux méthodes qu'ils employèrent, à leur méconnaissance des valeurs de la démocratie, à leur psychologie. (Ceux d'entre eux qui se ressaisirent, se ressaisirent trop tard et ne purent que mourir courageusement.) Dans les autres pays d'Europe, le socialisme réformiste fit preuve de moins d'énergie sans plus de clairvoyance. On a coutume de dire, en termes marxistes, que « le facteur subjectif ne fut pas à la hauteur des circonstances objectives » — en d'autres termes que les socialistes n'eurent pas assez clairement conscience des périls qu'ils affrontaient et des opportunités qui s'offraient à eux. Depuis un quart de siècle, ils disposaient d'un armement intellectuel sensiblement inférieur à celui qui avait fait leur force auparavant. Le pouvoir absolu, exercé par les Bolcheviks en Russie, ne compensait pas leur réelle insuffisance idéologique. Si bien que les Russes durent suppléer à la connaissance et à la persuasion par la volonté et l'autorité — et aussi par la terreur. Les socialistes démocrates de l'Europe occidentale furent brutalement dépassés par les événements.

C'est qu'à partir de la première Guerre mondiale, le socialisme scientifique — c'est-à-dire fidèle à l'esprit scientifique et bien au courant des connaissances de l'époque, — au moment même où il remporte ses plus grandes victoires révolutionnaires, se laisse distancer par la science moderne, perdant ainsi de sa capacité d'orientation et de son rayonnement intellectuel. Nous pensons que l'armature du marxisme résiste à la critique

la plus serrée, du moins en ses éléments fondamentaux qui sont 1, l'analyse du capitalisme, 2, la méthode d'investigation et d'interprétation de l'histoire dite du matérialisme historique, et 3, la grande affirmation d'un humanisme actif.

Mais il est arrivé que ces notions essentielles se sont incorporées à la pensée scientifique et pratique moderne au point d'y perdre leur personnalité. Les hommes d'Etat conservateurs, les économistes des trusts, les vrais chefs du capitalisme (et parfois leurs universitaires) généralement antisocialistes ont appliqué le matérialisme historique avec une compétence et une vigueur qu'il ne faut pas méconnaître pendant que le rayonnement du marxisme déclinait. La même aventure fut celle de la théorie de l'évolution, révolutionnaire au XIX^e siècle puis généralement admise.

Sur d'autres points importants, la pensée socialiste nécessitait des mises à jour qui restent à faire. L'incurSION du marxisme dans la philosophie s'est révélée inadéquate. Le matérialisme dialectique conçu comme « la loi du développement de la nature et de la pensée » ne nous apparaît plus que comme une production métaphysique rattachée au vieil hégélianisme, mais il a joué un rôle funeste dans la dégénérescence du socialisme russe à partir du moment où il est devenu la philosophie officielle de l'U. R. S. S., un dogme d'Etat, une justification de la pensée dirigée. Si l'Etat possède la vérité philosophique, pourquoi en effet tolérerait-il l'erreur? Il paraît naturel de proscrire les ouvrages — et les auteurs — entachés d'erreur.

Renouveau par la psychologie

La psychologie n'existait guère au temps où Marx et Engels bâtirent leur œuvre. Ni Kautsky ni Lénine, ni Rosa Luxembourgeois, ni Boukharine ni Trotsky ne s'y sont particulièrement intéressés. Le bolchevisme de la décadence stalinienne s'est même fait une sorte de commode devise du : « Pas de psychologie ! » des procès de Moscou. Ses professeurs ont proclamé Freud un « idéaliste métaphysicien réactionnaire » (textuel). Le socialisme européen et américain ne s'est pas engagé dans cette voie de l'obscurantisme, mais sauf sur le terrain de l'éducation (et principalement en Autriche, grâce à l'influence d'Alfred Adler), il n'a demandé ni enseignement ni inspiration pratique à la psychologie sans laquelle pourtant aucun effort de transformation sociale ne peut plus être efficacement poursuivi. La division des masses laborieuses en minorité « révolutionnaire » et majorité « modérée » est encore considérée le plus souvent comme purement politique — ou circonstancielle — et l'on pense pouvoir y remédier éventuellement par la propagande et la tactique. Ne s'agit-il pas en réalité de caractères plus ou moins dynamiques fondés sur la psychologie profonde? Les rapports affectifs et politiques entre les leaders et les masses n'ont pas davantage été étudiés et l'ignorance de la nature de ces rapports a facilité au secteur commu-

niste le glissement vers le culte du Chef. On s'est fié à la « justesse des idées » (à la « politique juste » sans cesse invoquée par Trotsky) pour amener les travailleurs au socialisme; c'était méconnaître une foule de facteurs subconscients en adoptant un langage rationnel (tempéré par la démagogie et amélioré par l'idéalisme). Dans les conflits de tendances, les rapports entre militants, dans les drames d'un Bureau politique tout puissant, nous pensons que l'ignorance de la psychologie a joué un rôle fâcheux et quelquefois terrible. La méconnaissance de l'ennemi a été pire. Ainsi, il est vrai que le Nazisme fut en gros un mouvement de déclassés encouragé, porté à la puissance par le grand capital; mais il est vrai aussi que ce mouvement exploitait, réveillait des sentiments profonds, des forces affectives infiniment redoutables et qu'on ne le comprit que beaucoup trop tard. Les racines du racisme, de l'antisémitisme, du Führer-isme ne pourront être extirpées que si on les recherche dans la psychologie profonde de l'individu et des masses. La connivence secrète entre le Communisme totalitaire et les autres formes de mentalité totalitaire ne peut être comprise qu'à la lumière de l'étude psychologique. (Nous parlons de mentalités sans vouloir diminuer l'importance des faits économiques et politiques proprement dits.)

Sur son terrain propre, celui de l'économie politique, le mouvement socialiste des trente dernières années a méconnu la colossale importance de la technologie nouvelle qui, réalisant d'immenses progrès, a augmenté, dans des proportions colossales, la capacité de production de l'industrie tout en amoindrissant la main-d'œuvre. La classe ouvrière, divisée en aristocratie et couches inférieures, a perdu son homogénéité; la technologie en a voué une partie grandissante au chômage chronique et à la démoralisation; les techniciens ont acquis dans la société une position stratégique de premier ordre. Il est tout à fait raisonnable de parler de la révolution industrielle du temps présent et de conclure que cette révolution bouleverse les proportions, les rapports, la condition des classes sociales. Sans doute est-ce de ce fait que des catégories sociales considérées par le marxisme classique comme secondaires par rapport au prolétariat et à la bourgeoisie, les classes moyennes renouvelées, ont joué dans l'histoire récente un rôle décisif: bureaucratie russe, Fascisme, Nazisme, Fronts populaires. Une étude nouvelle de la technologie dans ses rapports avec la structure même de la société, s'impose. Elle révélerait probablement que l'affaiblissement des classes ouvrières par la technologie moderne a joué un rôle plus grand dans les défaites du socialisme européen que la myope modération du réformisme et le machiavélisme élémentaire du Komintern.

Le rôle de l'Etat

Les théories socialistes traditionnelles concernant l'Etat, valables il y a un demi-siècle et davantage, réclament une mise à jour non moins sérieuse. Les fonctions coercitives de l'Etat bourgeois, « instrument de la défense de l'exploitation d'une classe par une autre », si durement analysées par Marx, Engels et leurs continuateurs, ont déchu en importance dans les Etats démocratiques (bourgeois) tandis que l'Etat se consacrait davantage à l'organisation des transports, des communications, des échanges, de l'hygiène et de l'instruction. Dans les pays totalitaires, l'Etat a prodigieusement développé ses fonctions de coercition tout en assumant l'organisation de la production et de la consommation et la direction de la vie intellectuelle. L'« abolition révolutionnaire » de l'Etat

(quel qu'il soit), encore préconisée par quelques anarchistes, est de toute évidence à reléguer au magasin des curiosités de l'utopisme. L'« Etat-Commune » libertaire des Bolcheviks de 1917 a fait une faillite complète. La théorie du « dépérissement de l'Etat », formulée par Lénine, mourut sans bruit du vivant de Lénine. La tendance du développement des sociétés modernes est à l'extension et à la transformation des fonctions de l'Etat. C'est parce qu'elle contenait sur ce chapitre trop d'utopisme que la pensée socialiste n'a découvert le Totalitarisme que lorsqu'elle s'est trouvée devant le terrible fait accompli. (L'opposition dont j'ai fait partie en Russie a succombé dans la lutte contre le Totalitarisme montant, mais sans clairement s'en rendre compte.) On doit à Hilferding le premier essai sérieux d'un auteur socialiste sur l'Etat totalitaire. Hilferding l'écrivit en 1938 ou 1939, une douzaine d'années après l'installation définitive du Totalitarisme en U. R. S. S., plus de quinze ans après la prise du pouvoir par le Fascisme italien, cinq ou six ans après l'avènement d'Hitler (1). Le véritable problème actuel est celui de la compatibilité de l'économie planifiée (collectiviste) avec la démocratie et la liberté individuelle. Il préoccupe bon nombre de socialistes et de libéraux américains; il ne fut pas même posé dans les publications socialistes d'Europe.

Doctrine nouvelle de la liberté

La doctrine de la liberté (de la démocratie, celle-ci étant l'organisation de la liberté des citoyens) du mouvement socialiste semble, si l'on se borne à consulter la littérature courante, se fonder encore sur les idées du libéralisme-humanisme de la bourgeoisie révolutionnaire et sur la tradition des démocraties parlementaires. Ce sont d'honorables sources, mais insuffisantes et pratiquement périmées. La cause de la liberté est gravement menacée à l'époque de la montée des Economies planifiées étatisées, qui seront tentées de planifier à leur gré l'information, la presse, l'éducation, l'expression imprimée de la pensée. Comment concevoir, comment organiser la liberté de la presse après la socialisation (nationalisation) des grands journaux et la nationalisation des trusts? Dès demain la question risque de se poser en France — et ailleurs — mais je n'ai pas vu un seul article qui en parlât. — Comment, dans l'action, concilier l'intransigeance de la conviction ferme avec la tolérance et le respect de « celui qui pense autrement » réclamé autrefois par Rosa Luxembourgeois? On aperçoit la nécessité d'une éducation psychologique qui a fait défaut au marxisme d'hier (2). — Une doctrine nouvelle de la liberté pourrait avoir, croyons-nous, les fondements suivants: a) la connaissance des besoins psychologiques fondamentaux auxquels répond l'aspiration à la liberté à travers son conflit avec l'aspi-

(1) Les travaux — remarquables — de Kautsky et de Boukharine sur le « capitalisme d'Etat », le « capitalisme organisé », le « super-impérialisme », et certaines intuitions théoriques de grande valeur de Bogdanov ne sont connus que d'un petit nombre d'intellectuels; ils sont demeurés en marge de la doctrine socialiste.

(2) Proudhon écrivait à Marx le 17 mai 1846: « Cherchons ensemble, si vous voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent... mais, pour Dieu! après avoir démolé tous les dogmatismes a priori ne songeons point à notre tour à endoctriner le peuple... ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion; cette religion fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison... »

ration à la soumission-sécurité; b) l'évidente nécessité de la recherche scientifique libre; c) l'évidente utilité — du point de vue du rendement économique même — de la liberté d'initiative, de proposition et de critique au sein de la production planifiée, c'est-à-dire de la démocratie du travail (3); d) la tradition des institutions démocratiques répondant à l'évidente utilité du contrôle de tous les citoyens sur la gestion de la production et la vie politique; e) le fait que la technologie moderne permettrait d'assurer assez facilement un niveau élevé de bien-être et partant de sécurité matérielle aux citoyens des pays industrialisés; f) le fait que le sentiment de liberté est inséparable du sentiment de sécurité. — Traduire tout ceci en termes de revendications et de propositions n'est certes pas facile; mais il est probablement périlleux de ne en point faire.

Renouveler le socialisme

Aucune des questions théoriques que nous venons de considérer schématiquement n'est étrangère à l'action politique immédiate — bien au contraire. Mais celle-ci est surtout dominée par une situation historique nouvelle qui ne nous permet plus de penser en les termes de l'action politique de 1917-1920, précisément parce que notre époque est infiniment plus complexe et plus profondément transformatrice que celle de la fin de la première Guerre mondiale. Le socialisme paraissait alors devoir être l'œuvre de la classe ouvrière « accomplissant sa mission historique »; les nécessités techniques de la production moderne et celles de la reconstruction du continent européen conduisent maintenant d'elles-mêmes à l'application des principaux articles du programme socialiste. Et désormais c'est évidemment trop peu... Pendant la période de reconstruction, les classes ouvrières récupéreront vraisemblablement

La Grosse Galette

LE P. R. L., c'est le nouveau venu, c'est aussi le côté de « la Grosse Galette. » Ces Messieurs ne font aucun mystère d'être subventionnés par les entreprises qualifiées « trusts » et plus généralement par le capitalisme privé qui se désigne pudiquement sous le nom de « régime de la libre entreprise. » L'hostilité aux nationalisations est le premier article de foi. Ces Messieurs défendent d'abord les positions du libéralisme économique et secondairement celles du libéralisme politique puisqu'ils se trouvent actuellement réduits à des positions défensives. Reprendraient-ils davantage du poil de la bête, on les verrait abandonner allègrement la liberté politique pour l'éloge des « Etats forts » comme ils le faisaient aux bons vieux temps du défunt Casimir de la Rocque. La grosse astuce du P.R.L. est de faire passer en contrebande les libertés de la jungle capitaliste sous le voile respectable d'une défense de la liberté en général. Il faut d'autant plus le dénoncer que certains de leurs adversaires leur ont facilité singulièrement la tâche en acceptant de laisser confondre le Capitalisme d'Etat totalitaire tel que celui de l'U.R.S.S. avec le véritable socialisme. Les uns disent qu'il faut sacrifier le socialisme pour conserver la liberté, les autres qu'il faut sacrifier la liberté pour mettre fin au capitalisme. Le P.R.L. est aussi dangereux pour la liberté que les Staliniens pour le socialisme. L'un et l'autre sont dans le camp des liberticides.

une puissance considérable. Les régimes totalitaires produisent (nous en sommes convaincus pour avoir longtemps vécu sous le plus achevé de ces régimes) une très vigoureuse et profonde réaction antitotalitaire, c'est-à-dire que tout en intoxiquant les jeunes générations, ils nourrissent en elles des aspirations confuses qui les rendent particulièrement réceptives à la liberté. L'interdépendance croissante des nations devrait se traduire par une internationalisation des sociétés... Pour toutes ces raisons le socialisme, mouvement et pensée, semble avoir devant lui un grand avenir. Sa situation immédiate n'en est pas moins tragiquement difficile. L'insuffisance de son armement intellectuel, à laquelle il ne sera vraiment possible de remédier qu'à une époque de relèvement, l'affaiblit pendant que le Totalitarisme communiste, exploitant encore le capital d'une grande révolution le sape à l'intérieur avec le concours d'une formidable machinerie étatique. Le combat n'est plus comme autrefois entre deux forces (en termes schématiques) : capitalisme contre socialisme, réaction contre révolution. Un troisième facteur s'est ajouté, le Totalitarisme de l'U. R. S. S.

Jamais il ne fut plus nécessaire d'y voir courageusement clair et de travailler à faire du nouveau.

(3) La suppression de toute liberté de critique en U.R.S.S. lors de l'accomplissement des deux premiers plans quinquennaux aboutit, selon le mot d'un auteur français, à « l'anarchie du Plan », c'est-à-dire à un gâchis inimaginable, à des échecs infiniment coûteux, au sabotage involontaire par le mensonge, le zèle, les rapports complaisants et les expédients, bref à des frais généraux effrayants. L'Etat remédia à tout par la terreur et ce fut là l'origine des procès de « sabotage trotskyste » terminés par tant d'exécutions. Etudiée de près, l'expérience russe démontre irréfutablement la nécessité de la démocratie industrielle dans un régime collectiviste planifié.

Deux cahiers de "SPARTACUS"

CH. ALLIGIER. Socialisme, bolchevisme et France. Spartacus. Série Confrontations.

Cette brochure est destinée à établir les raisons pour lesquelles l'unité socialiste et communiste ne paraît pas actuellement opportune en France. Le lecteur y trouvera un certain nombre de documents et de rappels historiques dont l'intérêt n'est pas douteux. On regrette cependant que dans son ensemble elle soit trop inspirée par le vieil esprit « réformiste » classique. L'auteur, sans omettre les raisons pour lesquelles la Russie des Soviets ne saurait être considérée comme un pays démocratique, met principalement l'accent sur les raisons « nationales » que l'on peut avoir pour ne pas souhaiter l'établissement d'un régime stalinien en France. Mais ces raisons ne sont pas décisives pour la plupart des militants communistes ou communistes qui considèrent toujours l'U.R.S.S. comme le pays de la révolution socialiste. La critique socialiste devrait insister davantage sur le véritable régime social de l'U.R.S.S., sur les conditions de vie des travailleurs et sur une hiérarchie bureaucratique qui foule au pied la liberté aussi bien que l'égalité et le bien-être. On trouve naturellement des indications intéressantes à ce sujet dans la brochure de Ch. Alligier, mais elles ne paraissent pas suffisantes.

René LEFEUVRE. La Politique Communiste.

Ce que furent la « ligne et les tournants » du Parti Communiste Français du temps des « Gueules de Vaches » aux jours de la lutte clandestine. Leur incohérence n'en était qu'apparente : Les intérêts du peuple français devaient s'adapter aux besoins changeants de la politique extérieure de la bureaucratie russe. Ceci est amplement prouvé ici par une moisson de citations de la presse communiste d'avant-guerre et de la clandestinité. Des documents accablants...

L'ÉVOLUTION DU CAPITALISME CONDAMNE-T-ELLE LE MARXISME ?

par Simon RUBAK

Si la pensée socialiste, à l'heure actuelle, vise si souvent à dépasser le Marxisme, c'est que pour beaucoup d'esprits, même bien intentionnés, notre époque se différencie profondément de celle qui fournit à Marx le cadre de sa doctrine. Autrement dit, il serait nécessaire de dépasser Marx parce que le Capitalisme, tel qu'il l'étudia, se trouverait lui-même historiquement dépassé.

Considérant sous leur seul aspect descriptif les travaux de Marx, certains critiques estiment n'en devoir seulement retenir que ses méthodes d'analyse : dialectique et matérialisme historique; d'autres, allant jusqu'au complet rejet du Marxisme, déclarent qu'à ces méthodes, elles-mêmes dépassées, il convient de substituer des méthodes plus modernes : par exemple, sociologiques, statistiques, économétriques, etc...

De telles attitudes se justifieraient si l'analyse marxiste ne constituait qu'une description, même très fouillée, de la société du XIX^e siècle. Mais les théories de Marx doivent être considérées pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire explicatives et non pas seulement descriptives. Dès lors, le fait que l'objet étudié a subi historiquement des modifications, importe beaucoup moins. Pour prendre un exemple dans un autre domaine, si l'on voulait décrire le cœur d'un même individu à diverses époques de sa vie, il faudrait faire de nombreuses descriptions successives et différentes; mais si l'on veut expliquer comment fonctionne un cœur, en partant de l'étude du cœur d'un individu adulte, l'explication vaut pour ce cœur, à tous les âges de l'individu considéré, et doit même pouvoir s'étendre à tous les cœurs humains, voire à ceux des animaux : une telle faculté d'extension étant justement le propre de l'explication scientifique.

— L'explication suivant laquelle le sang est projeté dans les artères par la systole des ventricules du cœur se périmet-elle même si l'on considère un cœur mort? Une explication peut rester vraie ou se révéler fautive, mais elle ne peut pas se périmet. — Tout au plus, peut-on la juger dénuée d'un intérêt d'actualité si l'objet de l'explication a disparu intégralement et définitivement. Telle serait la situation des théories marxistes — admises comme explication du système capitaliste — en cas de disparition intégrale et définitive du Capitalisme.

Or, à l'heure actuelle le régime mondial — exception faite pour l'U.R.S.S. — se présente comme une évolution normale du Capitalisme. Et les successeurs de Marx, Lénine en particulier, ont su montrer pertinemment que l'Impérialisme, différent par sa forme du Capitalisme libéral classique, demeure, par son mécanisme essentiel, caractéristique, de nature capitaliste.

Donc l'analyse marxiste, dans la mesure où elle fournit l'explication scientifiquement recevable du système de fonctionnement du Capitalisme, reste encore entièrement valable.

Par contre, il est incontestable que les descriptions faites par Marx du régime capitaliste devaient fatalement devenir en partie caduques par l'évolution historique. Et il est facile — surtout pour un amateur de dialectique — de montrer que la plupart des éléments qui constituèrent au XIX^e siècle le cadre du Capitalisme se sont transformés en leurs contraires.

Il était alors à peu près impossible de concevoir le Capitalisme sans l'existence de marchés libres — juridiquement, du moins — pour le travail, les marchandises, les valeurs. A l'heure actuelle, en Europe et ailleurs, il n'est guère de marchés qui ne soient bloqués et plus ou moins arbitrairement réglementés.

Au libéralisme des Etats en matière d'économie intérieure, devait s'ajouter le maximum de libre-échange international; l'époque actuelle vit sous le régime du protectionnisme et des cloisons étanches.

La règle de l'offre et de la demande jouait à peu près normalement, avec, pour la plupart des produits — et notamment ceux de première nécessité, une offre supérieure à la demande. Actuellement, la demande l'emporte en tout sur l'offre et la règle est le plus souvent faussée par les coalitions, les réglementations ou les monopoles.

Des monnaies saines basées sur un étalon international semblaient indispensables. Il n'y a plus d'étalon et toutes les monnaies ont subi des dépréciations variées.

Le Capitalisme lui-même apparaissait concrètement sous l'aspect d'une classe dominante de capitalistes industriels possesseurs des moyens de production. De nos jours, le financement et la gestion des entreprises sont devenus des fonctions différenciées, et les bailleurs de capitaux n'ont plus qu'un droit de contrôle assez limité sur la marche des entreprises.

Signalons encore ceci : autrefois, par la fluidité des capitaux et une approximative égalisation du taux de profit, le bénéfice des entreprises provenait presque exclusivement et donc très visiblement de la plus-value; maintenant par suite de la baisse considérable du taux de profit, c'est le surprofit de monopole, qui rapporte le plus de bénéfices aux branches d'industries concentrées, de sorte que le rôle de la plus-value semble moins déterminant.

On pourrait trouver encore bien d'autres aspects manifestes de la transformation des cadres du capitalisme. Néanmoins pour ne pas tirer de ces modifications des conclusions trop hâtives, certaines remarques s'imposent. Et, pour reprendre les exemples précédents, on se souviendra que même au moment du plein essor du Capitalisme classique, les conditions jugées les plus caractéristiques et les plus indispensables ne furent jamais pleinement réalisées. — De tous temps, des réglementations ont limité la liberté des marchés; dès la plus haute antiquité des douanes limitèrent — et parfois paralysèrent non seulement le libre-échange international, mais même inter-provincial ou inter-urbain; — les monopoles d'Etat et les monopoles privés non seulement précédèrent mais conditionnèrent dans une grande mesure l'essor du Capitalisme Industriel à ses débuts. — Du temps de l'étalon-or de nombreux pays, soit par le bi-métallisme, soit par d'autres procédés, possédaient des monnaies oscillantes et le cours international des changes n'est jamais resté longtemps uniforme et figé. — En plein essor du machinisme et de l'industrialisation les rentes foncières, les bénéfices purement commerciaux, les avantages secrets des fabrications, etc... ne cessèrent de procurer des profits substantiels dont les relations avec la plus-value proprement dite restaient assez lointaines. Enfin à l'apogée même du Capitalisme, les classes sociales dominantes n'ont jamais contenu exclusivement des patrons industriels.

Ainsi, on le voit, la plupart des éléments constitutifs du Libéralisme classique n'ont jamais intégralement existé, et leurs éléments contraires que l'on se plairait à donner comme caractéristiques de l'économie moderne, apparaissaient, les uns dès les débuts du capitalisme, les autres bien antérieurement. — Et, d'autre part, si l'on examine, même assez superficiellement, la situation présente du monde, on s'apercevra que la structure du Capitalisme classique est loin de s'être entièrement muée en une structure nouvelle.

L'Europe — sauf, peut-être l'U.R.S.S. — l'Afrique, l'Asie, l'Océanie, l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud et le Canada n'ont pas atteint ou ont perdu (en Allemagne et au Japon) le degré de centralisation et de concentration économique des U.S.A. — Et rien ne permet d'affirmer ni que ce degré sera universellement ou très généralement atteint, ni qu'il sera, quelque part, de beaucoup dépassé. Car c'est un fait d'observation courante que certaines branches de productions, et, dans une même branche, certaines productions se prêtent moins que d'autres aux mouvements de centralisation et de concentration. Dans certains cas ces mouvements sont arrêtés parce que désavantageux, et parfois on assiste à des décentralisations et des éparpillements. — D'autre part on a remarqué déjà depuis quelques années que les entreprises atteintes d'excès de gigantisme ne tardaient pas à déperir. En Amérique — et même en U.R.S.S. — on en vient à se demander si les entreprises ne connaissent pas leur limite maximum d'extension lorsque l'étendue, la multiplicité et la complexité des rouages débordent le contrôle et les capacités de commandement — si grandes soient-elles — d'un chef unique. — Cette limite dépassée, il paraît que l'organisation

deviendrait lourde, paralytique, que l'irresponsabilité sévirait, que les frais généraux s'enfleraient, que rendement en bénéfice, rendement des produits en quantité et en qualité déclinaient.

Quoi qu'il en soit de ces possibilités ou impossibilités de centralisation et de concentration futures, il convient de constater qu'au présent le monde économique n'est pas constitué en une organisation monopoliste générale, qu'il n'existe réellement que des monopoles partiels, rivaux, doués, certes, d'une puissance inouïe, mais encore insuffisante pour absorber l'immense secteur qui reste le lot de millions et de millions d'entreprises capitalistes agricoles, commerciales, libérales, industrielles, etc... dirigées par une masse immense de patrons-capitalistes du type classique.

Ces différentes réserves nous montrent que, si réelle que soit la tendance normale du Capitalisme à la centralisation et à la concentration, si manifeste que soit l'évolution des premiers éléments constitutifs du Capitalisme en leurs contraires, il n'en reste pas moins que le régime économique et social sous lequel nous vivons demeure encore assez proche de celui qui fut décrit par Marx au XIX^e siècle. Et, encore une fois, si, au lieu de comparer les phénomènes économiques et sociaux contingents qui caractérisent respectivement les XIX^e et XX^e siècles, on étudie leur système de fonctionnement économique, on devra bien se rendre compte qu'il s'agit toujours de l'exploitation des travailleurs par le système du salariat en vue d'une obtention de plus-value économique au bénéfice des détenteurs (propriétaires ou administrateurs) des moyens de production.

Cette donnée analytique fondamentale, qui permet, par exemple, de dire avec Lénine que l'Impérialisme n'est encore qu'un aspect du Capitalisme, permet également de retrouver le Capitalisme sous d'autres métamorphoses.

C'est ainsi, notamment, qu'un régime de production partiellement nationalisée reste un régime capitaliste. C'est ainsi, encore, qu'un régime de nationalisation complète de la production peut n'être cependant encore que du Capitalisme d'Etat.

Dans le cas d'un régime de nationalisations partielles, il n'est pas besoin d'insister pour montrer que celles-ci n'atteignent en rien le mécanisme de l'économie capitaliste. D'une part, elles libèrent des capitaux privés qui vont s'investir dans les secteurs libres; d'autre part la transformation de certaines entreprises à profits privés en entreprises de services publics favorise généralement l'ensemble des capitalistes au détriment minime de quelques-uns.

Par exemple, une société de transports qui voudrait fonctionner comme une entreprise capitaliste normale devrait établir des tarifs tels que le transport des marchandises par tonne et kilomètre rapporte plus qu'il ne coûte; tandis que la même entreprise administrée dans un but de service public pourrait fort bien s'accommoder d'une gestion sans profit ou même systématiquement déficitaire: le déficit serait supporté par la collectivité sociale tout entière alors que l'avantage d'un transport des marchandises effectué au-dessous du prix de revient favoriserait en premier lieu le commerce et l'industrie.

Il y a d'ailleurs bien longtemps que les capitalistes ont compris l'avantage de certains monopoles d'Etat,

et, en France par exemple, il est probable que la majorité des capitalistes ne verraient pas d'un bon œil l'abandon par l'Etat du monopole des routes, des P.T.T. Et ils savent aussi quoi qu'ils en disent que la gratuité de l'Enseignement public, de même les charges d'Assistance sociale assumées par l'Etat ne leur sont pas d'un mauvais rapport.

Ainsi les nationalisations partielles, loin d'attenter au système capitaliste peuvent le favoriser. Par contre, la nationalisation générale de la production peut le modifier profondément. Encore faut-il, d'abord, que les capitaux privés ne parviennent pas, en se reportant sur le trafic commercial, à absorber par voie indirecte une part importante de plus-value; encore faut-il, surtout, que la nationalisation de la production ne devienne pas du Capitalisme d'Etat, c'est-à-dire un régime dans lequel la production reste soumise à la règle du profit, ce profit étant absorbé — proportionnellement suivant la hiérarchie — par la direction administrative étatique. On retrouverait alors de nouveau, deux classes sociales opposées: d'une part, un prolétariat toujours exploité; d'autre part, non plus une classe de patrons propriétaires des moyens de production, mais une masse de chefs techniques ou administratifs, de directeurs, grands fonctionnaires et dignitaires personnages haut-placés, titulaires de sinécures, etc... masse qui, par pouvoir étatique disposerait du capital national pour exploiter à son plus grand profit les prolétaires, au moyen du salariat.

Car il ne faut pas s'hypnotiser — comme le font souvent, assez volontairement d'ailleurs, certains prétendus marxistes — sur l'un des aspects purement juridiques du capitalisme. L'exploitation capitaliste du prolétariat ne tient pas au seul fait que des individus sont légalement propriétaires des moyens de production. Si le directeur — ou l'administrateur — d'une entreprise n'en est pas, même partiellement propriétaire, il suffit qu'il soit suffisamment « intéressé » à l'affaire, c'est-à-dire, que le traitement reçu pour son travail de direction s'accroisse notablement par une participation aux bénéfices; autrement dit encore, il suffit que sa richesse dépende même partiellement de la plus-value qu'il absorbe, pour qu'il fasse de l'exploitation capitaliste tout comme un patron proprement dit.

Dans un monde où existe une hiérarchie sociale et où les produits et les forces de travail s'échangent sur la base de la valeur-travail, on peut affirmer qu'il y a, sinon toujours capitalisme intégral, du moins embryon, schéma ou survivance de capitalisme.

Marx remarquait dans « Le Capital » que l'existence du profit économique, indissolublement dépendant de l'exploitation de l'homme par l'homme, et par conséquent obéissant au même mécanisme fondamental que le capitalisme, fut tout à fait antérieur au Capitalisme lui-même. Et il suffit de relire le début du célèbre passage du « Manifeste Communiste » sur la lutte des classes, pour voir qu'aux yeux de ses auteurs, les multiples régimes qu'a connus l'Histoire ont tous reposé sur des antagonismes de classes toujours issus de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire de l'appropriation constamment renou-

velée sous différentes justifications de sur-travail des prolétaires par diverses catégories sociales dirigeantes.

C'est donc tout à fait à tort que des marxistes peuvent croire que l'absence d'une classe de propriétaires de capitaux suffise à caractériser une société socialiste. Tant que subsiste le salariat, la rentabilité des entreprises, l'échange économique sur la base de la valeur-travail, il y a capitalisme. Un simple transfert de propriété qui se contente de muer les capitaux privés en capitaux d'Etat ne signifie donc que le passage du Capitalisme Libéral ou Monopolisateur au Capitalisme d'Etat, et non au Socialisme.

Il est vrai que bien peu d'esprits parviennent encore à concevoir un type de société où la production et la distribution ne seraient pas réglés par l'échange à base de valeur-travail. C'est même cette impuissance à imaginer le fonctionnement d'un régime réellement socialiste qui fait confondre — volontairement souvent — le Socialisme et le Capitalisme d'Etat. Mais ces deux systèmes sont profondément dissemblables, tant par leur nature que par leur aspect social. Il importe d'autant plus de les distinguer que si le Socialisme authentique reste encore à l'état de projet, le Capitalisme d'Etat, lui, est entré et continue d'entrer dans les faits — sous l'étiquette socialiste.

La centralisation et la concentration capitalistes, actuellement accentuées et accélérées semblent évoluer — compte tenu des réserves précédentes et des résistances possibles — vers des régimes de production générale monopolisée. Mais que ce monopolisme reste partiel, ou forme un régime légalement reconnu et garanti par l'Etat, ou que les Monopoles deviennent propriété d'Etat avec maintien d'un appareil de direction tirant son profit de l'exploitation des travailleurs — et ce serait le Capitalisme d'Etat, dans ces trois cas, le Capitalisme subsisterait, et dans ces trois cas, il faudrait l'abattre pour construire le Socialisme.

S. RUBAK.

SPARTACUS

Victor SERGE : 16 Fusillés à Moscou ... fr.	20
ROSMER et MODIANO : Union Sacrée 1914	20
Rosa LUXEMBOURG : La Révolution Russe	24
Marceau PIVERT : Quatre discours et un programme	20
Jean PRADER : Au secours de l'Espagne socialiste	20
PRUDHOMMEAUX : Catalogne 1936-1937	12
Marcel OLLIVIER : Les Journées sanglantes de Barcelone, Le Guépeou en Espagne	12
P. LAPEYRE : Révolution et Contre-Révolution en Espagne	12
Henri DOLLET : Vive l'Unité!	12
Jacques PERDU : Fascisme ou Socialisme ..	15
Marc BERNARD : Les Journées ouvrières des 9 et 12 février 1934	40

Envoi franco de port. — Adresser commandes et fonds à J.-R. Lefevre, 15, rue de la Huchette, Paris (5^e).

C. C. Postaux : Paris 633-75.

LE RÉGIME SOVIÉTIQUE EST-IL SOCIALISTE? (II)

Par André ARIAT

NOUS voyons s'accomplir une évolution prédite dans ses grandes lignes par Marx et Engels : Au capitalisme libéral de la libre concurrence a succédé le capitalisme des monopoles privés, puis au capitalisme des monopoles privés succède à son tour le capitalisme des monopoles d'Etat. Il est vain de songer à revenir en arrière aux bons vieux temps du libéralisme : le processus dialectique par lequel la libre concurrence engendre le monopole privé, puis le monopole privé le monopole d'Etat n'est pas réversible. Lorsqu'on en est arrivé au Capitalisme d'Etat, a question se pose cependant : Est-ce là le Socialisme ?

Qu'est-ce que le Capitalisme d'Etat ?

La réponse donnée par Engels à cette question qu'il a examinée directement dans l'« Anti-Dühring » ne laisse pas au premier abord de paraître ambiguë. Le Capitalisme d'Etat pour le collaborateur de Marx est une sorte de Janus à double face : il n'est pas le socialisme mais il peut être l'antichambre du socialisme. « L'état moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste, l'état des capitalistes, le capitalisme

S'il y a rivalité entre paternels et maternels, cette rivalité est souvent théorique. Un père de famille chasse son enfant malfaisant. Il s'assure auparavant que la famille de sa femme est disposée à le recueillir. Les familles du père et de la mère s'opposent en un combat simulé au cours des rites de la circoncision. Mais toutes deux ont un seul but : leur combat assure la virilité du garçon. Des monuments, dans l'exposition montrent bien à quel point, pour les malgaches, les deux éléments du couple se complètent. Quand quelqu'un meurt loin, ou meurt sans enfant, il faut dresser un monument pour remplacer le cadavre ou les enfants. Jadis le monument érigé pour un homme représentait une femme, ou un couple. L'homme isolé ne prenait d'importance que dans e couple qui assure la descendance.

Ces monuments disparaissent ou se transforment. Le panneau où se profilent ces piliers surmontés de crânes de bœufs se termine sur l'image du mémorial dressé pour le traillleur mort en France, car maintenant les malgaches oublient parfois le sens du symbole du couple, et, ne le comprenant plus, le remplacent par le portrait du mort.

Ainsi en quelques vitrines, en quelques photographies, les malgaches paraissent dans leur vie simple, crédule, souvent encore archaïque, mais offrant des possibilités d'évolution qui se sont déjà réalisées en de nombreux points. R. L.

collectif idéal (c'est nous qui soulignons). Plus il s'approprie de forces productives, plus il devient un véritable capitaliste collectif, plus il exploite de citoyens. Les travailleurs restent des salariés, des prolétaires. »

« Mais au point extrême, il prend un autre tour. L'état propriétaire des forces de production n'est pas la solution du conflit, mais il renferme le moyen formel, l'anse par où peut être saisie la solution. »

A quelles conditions le Capitalisme d'Etat peut-il se transformer en socialisme ? Engels nous enseigne que la condition la plus proche c'est la transformation de la nature de l'état lui-même. L'état doit cesser d'être l'instrument d'une classe pour devenir « le représentant effectif de la société tout entière ». C'est à ce titre qu'il prend possession des moyens de production et d'échange. Mais par lui-même s'il assume une nouvelle fonction à l'organisation centrale de l'économie, il doit perdre son ancienne qualité d'état policier. Selon la formule saint-simonienne que l'auteur de l'Anti-Dühring n'hésite pas à reprendre à son compte « le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses ». L'état cesse donc d'exister « en tant qu'état » de la même façon que le prolétariat, en devenant chose dirigeante, cesse d'exister en tant que prolétariat (1). Engels précise bien sa pensée lorsqu'il déclare : « Le premier acte par lequel l'Etat se manifeste réellement comme représentant de la société tout entière, la prise de possession des moyens de production au nom de la société, est en même temps son dernier acte caractéristique d'état... L'état n'est pas aboli il meurt ». Par « dépérissement de l'état » il faut entendre la renonciation de l'Etat à sa fonction policière et par suite sa résorption au sein de la société. L'opposition de l'état et de la société cesse. L'état n'est plus élevé au dessus de la société productrice. Il se confond avec elle parce que la division de la société en classes dans laquelle l'Etat policier trouve son aliment, a cessé d'exister.

Le capitalisme collectif idéal

Les formules bien connues de l'auto-destruction de l'état et du prolétariat au lendemain de la prise du pouvoir, ne pêchent-elles pas cependant par un excès d'optimisme dialectique ? Elles ont été maintes fois citées et notamment par Staline lui-même pour justifier le caractère socialiste de l'économie et de l'état soviétique (2).

(1) Il est assez étonnant à ce propos de voir Ch. Bettelheim, (Revue Internationale, n° 4) caractériser le Saint-Simonisme par « le respect de la puissance de l'état ». La formule Saint-Simonienne que cite par ailleurs Ch. Bettelheim, mais sans en reconnaître l'origine, a été reprise aussi bien par Proudhon, que par Marx et Engels. Le courant autoritaire dans la pensée socialiste du XIX^e siècle est représenté, sous des formules différentes, par Lassalle et par Cabet.

(2) Voir, dans le N° 2 de « Masses » notre première étude sur la nature de l'Etat Soviétique.

Où voyons-nous cependant que les conditions marquées par Engels se soient trouvées remplies en U. R. S. S. ? L'état soviétique a-t-il cessé d'être un état policier ? Reconnaît-il la liberté des personnes pour ne plus s'intéresser qu'à l'administration des choses ? Au contraire il prétend régenter les consciences aussi bien que les actes, il se transforme en Eglise avec la prétention d'assurer le salut collectif au prix du sacrifice de toutes les libertés individuelles ou sociales. Le prolétariat a-t-il cessé d'exister en U. R. S. S. en tant que prolétariat ? Comment pourrait-on le soutenir puisque le régime du salariat subsiste, en ayant simplement changé de forme ? Les travailleurs soviétiques sont mis dans l'obligation de vendre leur force de travail, au prix qu'on leur propose ou de disparaître physiquement. Ils la vendent à l'état, devenu capitaliste au lieu de la vendre à des patrons privés. Mais ils continuent à vendre et c'est l'état qui recueille la plus-value en même temps qu'il dicte les conditions dans lesquelles s'effectue le travail. On dit que cet état c'est « l'Etat des travailleurs », de telle sorte que le prolétariat se vend à lui-même sa propre force de travail. Ce subterfuge verbal ne saurait masquer la réalité. L'Etat soviétique prétend régenter les consciences aussi bien que les actes, il se transforme en Eglise avec la prétention d'assurer le salut collectif au prix du sacrifice de toutes les libertés individuelles ou sociales. La libre discussion n'existe pas davantage en U. R. S. S. sur le plan économique que sur le plan politique. En l'absence de tout syndicalisme libre, les travailleurs ne sont même pas appelés à débattre les conditions de leur travail et de leur rétribution. En l'absence de toute liberté politique, l'état se trouve soustrait au contrôle démocratique de la société, il établit un plan de production comme il l'entend. Un tel état, n'est-il pas, dans la réalité, le « Capitalisme collectif idéal » dont parlait Engels ?

Ainsi malgré l'expropriation des anciennes classes possédantes les conditions du dépérissement de l'état ne se sont pas trouvées réalisées en U. R. S. S. Nous voyons l'état soviétique à la fois conserver les anciennes fonctions de l'état capitaliste et en acquérir de nouvelles.

Un cas de conscience socialiste

C'est ici que se pose un véritable cas de conscience pour la pensée socialiste. Engels s'est-il trompé dans ses prédictions sur « le saut du royaume de la nécessité dans celui de la liberté » puisqu'assurément l'Etat Soviétique n'est pas le « royaume de la liberté » et se trouve même réaliser tout le contraire en fait ? Dans ces conditions ne faut-il pas remiser au magasin des utopies les espérances traditionnelles selon lesquelles, moyennant l'expropriation totale des capitalistes privés, le Capitalisme d'Etat se transformerait de lui-même en socialisme tandis que l'état et le prolétariat disparaîtraient également d'eux-mêmes ?

Il ne sert à rien d'invoquer la théorie contre les faits. Prétendre transformer le marxisme en théorie qui aurait raison contre les faits c'est lui faire perdre tout caractère scientifique et l'ériger en scolastique. Aussi bien ce que nous reprochons aux communistes staliniens, ce n'est pas de citer les textes d'Engels pour démontrer qu'ils ont raison en théorie, mais d'omettre la démonstration complémentaire : celle qui devrait montrer comment s'accorde avec les faits, la théorie qui suppose le dépérissement de l'état et l'extinction du prolétariat en U. R. S. S.

D'autres plus cyniques se contentent de dire en cachette ou même ouvertement : « au diable la théorie ! contentons-nous des faits comme de notre seul bien tangible. Accep-

tons l'U. R. S. S. telle qu'elle est, même si la réalité soviétique n'est pas conforme aux conditions posées par Engels pour caractériser une société socialiste. » Nous ne suivrons pas davantage les défaitistes de la pensée marxiste. On ne fera pas cette injure à Engels de supposer qu'il ne savait pas ce qu'il disait lorsqu'il distinguait soigneusement le Capitalisme d'Etat du socialisme. La théorie est aussi indispensable pour juger les faits que les faits pour juger la théorie. Si les conditions établies par Engels pour caractériser un régime socialiste authentique ne sont ni réalisées ni en voie de réalisation en U. R. S. S., dans la mesure où l'on reste fidèle à la pensée marxiste, il faut bien conclure qu'il ne s'agit pas du socialisme. Au demeurant nous savons de quoi il s'agit c'est-à-dire du Capitalisme d'Etat.

La question qui subsiste et qui demeure d'un intérêt capital est celle de savoir comment une pareille évolution a pu se produire en Russie, puisque les anciennes classes dirigeantes ont été déposées sans retour. « Comment en un vil plomb l'or pur s'est-il changé ? » Comment les prémices du socialisme ont-elles pu amener finalement le Capitalisme d'Etat qui reste une forme du capitalisme ?

S'il est vrai qu'un peu de clairvoyance scientifique peut éloigner du marxisme tel qu'on le présente actuellement, une analyse suffisamment serrée de la réalité actuelle vous y ramène sans cesse, à défaut d'une théorie générale plus satisfaisante pour interpréter les faits.

Volontarisme et matérialisme historique

Le volontarisme excessif des théories bolchevistes a fini par faire oublier la thèse essentielle du matérialisme historique. Ni Marx ni Engels n'ont jamais prétendu que les conditions du socialisme pouvaient être confondues avec l'acte politique de la prise du pouvoir par un parti armé d'un programme de socialisations et qui se réclamerait de la classe ouvrière. Ils ont même dit expressément le contraire. Les promoteurs du matérialisme historique ne pouvaient pas ne pas soutenir que les conditions du socialisme ne sont avant tout d'ordre matériel, c'est-à-dire économique. Le socialisme ne peut être construit que sur la base d'un développement suffisant des forces productives, et c'est ce développement qui constitue la tâche propre au capitalisme. Marx et Engels n'ont jamais cessé de dire que lorsqu'on veut forcer l'histoire, l'histoire prend nécessairement sa revanche. Marx écrivait deux ans avant le Manifeste Communiste : « le développement des forces productives est pratiquement la condition première absolument nécessaire du communisme, pour cette raison encore que l'on socialiserait sans lui l'indigence (souligné par nous) que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et par conséquent ressusciterait toute la vieille histoire. » On pourrait trouver ici en raccourci toute l'histoire de l'Union Soviétique. En prenant le pouvoir dans un pays agricole arriéré pour socialiser les moyens de production, le parti bolchevick ne pouvait réaliser les tâches du socialisme puisqu'il trouvait devant lui celles qu'un capitalisme trop faible n'avait pas su accomplir. L'économie étatisée en U. R. S. S. devant réaliser les tâches historiques du capitalisme ne pouvait donner naissance qu'à une forme originale de Capitalisme d'Etat.

Écoutons donc encore Engels lui-même à ce propos : « La division de la société en une classe exploitatrice et une classe exploitée, en une classe régnante et une classe opprimée, a été la conséquence nécessaire du faible développement de la production dans le passé

Tant que le travail total de la société ne fournit qu'un rendement de très peu supérieur au strict nécessaire de tous... la société se divise nécessairement en classes. A côté de la grande majorité vouée à la corvée du travail, se constitue une classe libérée du travail directement productif et qui se charge des affaires communes de la société : direction du travail, gouvernement, justice, sciences, arts, etc. ». On croirait lire ici trait pour trait la description de la bureaucratie militaire et civile de l'Etat Soviétique qui monopolise le pouvoir politique en même temps que les moyens de production et d'échange. On trouve en même temps dans ce texte l'explication de ses origines : le faible développement des forces de production dans l'ancien régime des tsars, aggravé encore au lendemain de la Révolution d'Octobre par les ruines de la guerre mondiale et de la guerre civile et par l'isolement auquel sa situation dans un monde hostile, contraignait l'état révolutionnaire. Ce texte a été maintes fois cité par Trotsky qui s'est toujours refusé cependant à en tirer les conséquences nécessaires puisqu'il n'a jamais voulu admettre la nature de classe de la bureaucratie soviétique. Il faut cependant reconnaître que les conditions pour la renaissance d'une division de la société en classes sont les mêmes que celles qui expliquent la naissance de cette division.

S'il est vrai, comme le dit Engels que le faible développement des forces productives est « le titre de légitimité historique » des classes dirigeantes, la bureaucratie soviétique possède ce titre en raison de la situation initiale qu'elle a trouvée devant elle, mais cela n'excuse pas pour autant l'ensemble de ses procédés. Car il est bien vrai qu'à l'origine des classes dirigeantes, comme le souligne un peu plus loin Engels, on trouve aussi « la violence et la fraude » et ces caractéristiques n'ont pas manqué en U. R. S. S. Avant d'applaudir ou de s'indigner il est toutefois nécessaire de comprendre.

LENDEMAIN D'ÉLECTIONS

La défaite du Parti Socialiste et la montée du M.R.P. sont les grandes surprises de la dernière consultation électorale. Elles sont le contre-coup du rejet de la Constitution par le référendum récent. Le M.R.P. que l'on voyait grignoté à sa droite par le P.R.L., et menacé à sa gauche par le rassemblement des Gauches a, au contraire, maintenu ses positions à droite et s'est renforcé d'éléments ayant jusqu'ici voté socialiste.

Cela nous semble démontrer que le M.R.P. continue à bénéficier de l'appui à peu près général du clergé. En outre, son passage récent à l'opposition a fait retomber sur le P.S. la responsabilité de la politique commune aux trois grands partis qui aboutit au maintien de la plupart des restrictions dans une montée lente mais continue des prix, et face au blocage des salaires. Les communistes qui s'étaient farouchement dressés, au Congrès récent de la C.G.T., contre toutes les minorités demandant la révision des salaires, découvrent, à quatre jours des élections, la misère des travailleurs. Grossière manœuvre qui semble avoir réussi.

Quelle leçon tirer de cette défaite? D'abord la nécessité pour le Parti Socialiste d'une politique nette et décidée, qui ne puisse — même dans les compromis gouvernementaux — se confondre avec celle de ses partenaires. Il importe surtout qu'il ne puisse apparaître comme le fourrier de la dictature stalinienne dont les masses les plus conscientes ont une juste horreur. La dénonciation, à quinze jours des élections, du caractère odieux des tra-

La Planification Soviétique et le Socialisme

Si l'on veut être renseigné sur les véritables objectifs de la « Planification Soviétique » et sur la nature de ses incontestables succès, on pourra se reporter utilement à l'ouvrage capital de Charles Bettelheim et surtout à sa dernière édition de 1945 (3). On peut dire que les différents plans quinquennaux, sauf le dernier qui a été interrompu par la guerre ont réussi à 80%. L'U. R. S. S. s'est transformée de pays agricole et industriel en pays industriel et agricole : cette transformation a été acquise sans mettre le pays sous la dépendance du capital étranger, elle a permis de mettre l'Union Soviétique militairement en état de défense et de traverser victorieusement la plus terrible des guerres. Si l'on songe cependant qu'un cinquième objectif était fixé au moins nominale : le relèvement du niveau de vie des masses laborieuses resté très inférieur à celui des grands pays capitalistes d'Europe et d'Amérique, c'est cet objectif-là qui n'a pas été atteint. Les autres objectifs se trouvant remis en question du fait de la guerre et l'ordre d'urgence continuant à être établi en leur faveur comme le montre encore le dernier discours de Staline, il ne faut pas espérer que le cinquième objectif des plans quinquennaux se trouve bientôt atteint. Mais sans doute comme le remarque Bettelheim, était-il considéré comme d'une importance secondaire par les dirigeants soviétiques de telle sorte qu'on pourrait dire que la réussite a été acquise à 100%. Il est vain de nier cette réussite. Il est aussi vain de prétendre qu'il s'agit de celle du socialisme. Ou bien les néo-marxistes voudraient-ils soutenir que leur socialisme doit être aussi étranger aux questions du bien-être qu'à celles de la liberté.

André ARIAT.

(3) Ch. BETTELHEIM. La Planification soviétique. Ed. Rivière, 1945.

Un ploutocrate chez STALINE (III)

LA CONDITION HUMAINE EN U.R.S.S.

Extraits du reportage de William WHITE (1)

RATIONNEMENT ET MARCHÉ « LIBRE »

JE viens de relever les prix dans les magasins gouvernementaux de Moscou et sur les marchés libres, publics, non contrôlés, et je comprends maintenant comment ces gens mangent et ce qu'ils mangent...

Il y a plusieurs catégories de rations qui correspondent aux différentes couches du système soviétique des castes. L'armée rouge est extrêmement bien nourrie, particulièrement sur le front. Les officiers soviétiques ont une remise de 50 pour cent dans les magasins « commerciaux ». Le Kremlin est nourri magnifiquement au moyen de son propre commissariat. Les étrangers sont à peu près aussi bien nourris que les bolcheviks du sommet. Ils ont d'amples rations de viande et de pain, ils peuvent acheter deux litres de vodka par mois, et le tout à l'avenant. Les écrivains, les acteurs, les chanteurs, les musiciens et autres artistes appartiennent aussi à une catégorie spéciale de luxe, tant pour la nourriture, que pour les vêtements et l'habitation. Un travailleur de guerre de première classe a, à Moscou, une ration de pain de 600 grammes par jour, un travailleur de seconde classe en a 500, un employé de bureau, 400, et les non producteurs (vieillards, enfants, infirmes), 300.

L'ouvrière d'une usine de guerre, qui dépense sa tâche minimum se fait environ 1.000 roubles par mois, ce qui équivaut à 80 dollars par mois, en calculant sur le bas taux de change diplomatique dont je jouis, mais les quantités de marchandises rationnées qu'elle peut acheter sont si faibles qu'elle ne peut dépenser plus de 6 dollars et demi environ par mois en marchandises rationnées. La quantité de nourriture rationnée qu'elle peut acheter au magasin d'alimentation qui lui est assigné, lui fournit environ les neuf dixièmes de ce qui lui est indispensable pour se maintenir en vie, et pouvoir travailler. Pour l'autre dixième ainsi que pour toute gourmandise dont elle peut avoir envie, il lui faut chercher ailleurs. Le premier endroit où elle ira sera le marché libre, ou Rynok, sur lequel les paysans apportent leurs produits pour les vendre.

Le paysan vit dans un kolkhoz ou dans un sovkoz au sein duquel il accomplit sa part du labour commun. Les neuf dixièmes de ce que la ferme produit doivent être vendus à l'Etat, aux très bas prix du marché officiel. Le reste est partagé entre les paysans qui sont libres de le consommer, ou de l'apporter à la ville et de l'y vendre au marché libre au prix qu'ils veulent.

Le Rynok central de Moscou est un grand pavillon ressemblant au marché paysan d'une assez grosse

ville américaine. Je traduis les prix en dollars américains pour voir ce que notre travailleuse de guerre russe, à 20 dollars par semaine, peut se procurer avec sa paie.

Elle pourra acheter tous les œufs qu'elle voudra au prix de 13 dollars 20 la douzaine. Elle ne pourra probablement pas emporter une miche de pain entière, mais elle pourra s'en acheter ce qu'elle désire au prix de 6 dollars la livre. Voici ici un peu de mouton (peut-être est-ce de la chèvre) une affaire : 13 dollars 34 la livre, plus de la moitié du salaire de la semaine. Des morceaux de betteraves à sucre sont à 80 cents la livre, le miel est à 15 dollars.

Une vieille dame qui vend une tête de veau et les quatre jarrets demande 18 dollars pour le tout, y compris les poils et les yeux vitreux grand ouverts qui sont en train d'attirer les mouches. Les pommes de terre sont à 1 dollar 05 la livre.

Des gens font la queue pour acheter du lait à 2 dollars 65 le quart de gallon (1 litre 14). On ne peut en emporter plus d'un verre. Est-il contrôlé? Qui le sait? La plupart des acheteurs apportent des boîtes de conserves américaines pour emporter le lait chez eux.

Dans la cour extérieure une fille offre quelque bas qui ont déjà servi et ont été soigneusement reprisés. Elle en veut 6 dollars 25 la paire, pour ceux en coton et 25 dollars pour ceux en rayonne. Un homme offre une paire de chaussures un peu usées mais solides, pour 1.000 roubles, soit le salaire d'un mois de notre ouvrière. Si elle veut une paire de souliers du soir neufs, ça lui coûtera 333 dollars 33 (quatre mois de travail!)

Mais voici un couple de jeunes filles, des gaillardes grandes et fortes qui manifestement vendent quelque chose d'aure. Bâtons de rouge, souliers rouges

rubans rouges aux chapeaux, cils passés au noir de fumée, elles font de l'œil au paysan. Naturellement la prostitution a été abolie dans l'Union Soviétique; ce que la femme a de plus précieux ne peut plus s'acheter pour de l'argent. Mais auriez-vous par hasard, mon ami, un quart de lait, une livre de porc ou un paquet de cigarettes?



LE MARCHÉ NOIR GOUVERNEMENTAL

Pour contrecarrer la thésaurisation des salaires le gouvernement soviétique a réouvert, en avril 1944, les « magasins commerciaux ». Dans ces magasins le gouvernement vous vend presque tous les aliments et vêtements de luxe que vous pouvez désirer à des prix qui sont à peu près les mêmes que ceux du marché libre d'où je viens, et sans demandes des tickets de ration.

Nous dirons, en langage américain, que le gouvernement soviétique a son propre marché noir et

(1) Lire les Nos 1 et 2 de Masses.

en fait un monopole d'Etat, afin d'enlever aux travailleurs le plus gros de leurs salaires de guerre.

Entrons dans l'un de ces « magasins commerciaux » possédés par le gouvernement avec notre ouvrière de guerre à 20 dollars la semaine, et regardons les marchandises et leurs prix. Le gouvernement lui vendra du lard à 24 dollars 57 la livre (de 453 grammes). Un poulet prêt à cuire vaut 13 dollars 20 la livre. Le bœuf, les morceaux employés pour le bouillon en Amérique, coûte

13 dollars 62. Les œufs frais sont à 1 dollar 25 l'œuf. Une pinte (57 centilitres) de crème épaisse vaut 8 dollars. Le gruère est à 20 dollars la livre.

Au dehors s'allonge le long du mur, une longue queue de travailleurs de guerre déguenillés, avides de payer de pareils prix. A l'intérieur il y a une autre longue queue devant la caisse. Il faut la plus grande partie de la journée pour pouvoir entrer, acheter quelque chose, et sortir. Car il n'y a que 20 « magasins commerciaux » à Moscou.

QUID DES SYNDICATS?

Eric Johnston a demandé si nous pouvions parler aux chefs du mouvement ouvrier soviétique. Il est curieux, comme moi, de voir dans quelle mesure le mouvement ouvrier russe est un mouvement indépendant.

Nous causâmes avec quatre chefs ouvriers, mais le vrai chef d'entre eux est un homme très chic, de quarante-trois ans, qui s'appelle Kouznetsov. Son esprit est très vif. Il a vécu en Amérique, et il a reçu de l'Institut Carnegie de technologie, le diplôme de maître ès-métallurgie.

L'organisation syndicale telle qu'il nous l'a décrite, est en gros, celle-ci : tous les syndicats soviétiques — ils comptent 22 millions de membres — envoient des délégués à un Congrès général des syndicats. Ce Congrès élit 55 de ses membres à quelque chose qu'ils appellent le Plenum; ces 55 en élisent 18 qui forment ce qu'on appelle, le Présidium, et ces 18 ont élu Kouznetsov comme secrétaire, ce qui fait de lui le chef des travailleurs.

Nous lui demandons si tous les ouvriers appartiennent au syndicat, il nous répond qu'il y en a, au moins, 98 ou 99 pour cent. Les cotisations sont de un pour cent du salaire, il n'y a pas de droit d'entrée.

« Est-ce, lui demandons-nous, un mouvement syndical parfaitement indépendant, ou bien est-il dirigé par votre gouvernement? — Il est parfaitement indépendant, à ce qu'il nous assure; naturellement, dit-il, tous ceux qui sont élus au Congrès doivent être approuvés par le gouvernement. Mais nous nous rendons compte qu'il considère cela comme un détail sans importance.

Nous nous tournons d'un autre côté. « Est-ce que vous êtes membre du Parti communiste? » Oui. « Et tous les autres membres de votre Conseil? » Oui. Étant donné que les directeurs d'usines sont, eux aussi, tous communistes, et étant donné que le Parti communiste étend ainsi sa stricte discipline, et sur le mouvement ouvrier et sur la direction des usines, j'imagine qu'il n'y a pas grand'chose à discuter. Aussi, je demande : « De quoi discutent les syn-

dicats? Des conditions de travail, de l'assurance sociale, des vacances, des choses comme cela. — S'occupent-ils des salaires? — « Oui, répond-il, et particulièrement des salaires concernant le travail à la tâche. Les comités d'usines discutent des taux avec la direction. » — « S'ils ne s'accordent pas, qu'est-ce qui se passe? Il insiste sur ce que, en fait, on s'accorde toujours. Sinon on peut en appeler au Présidium, qui pourra porter la question devant le Vice-commissaire qui dirige ce trust particulier. De cette manière on parvient toujours à un accord.

« Toujours? N'y a-t-il jamais eu de grèves? — Si, dit-il en 1919 il y a eu une grève dans une scierie, qui a duré deux jours. Et, en 1923, il y a eu une autre petite grève en Russie occidentale. Il n'y a pas eu de grèves depuis, et à l'avenir, il n'y en aura pas, car nos ouvriers comprennent qu'ils travaillent tous les uns pour les autres. »

Si un ouvrier est renvoyé pour une raison quelconque, sera-t-il difficile pour lui d'obtenir un autre travail ailleurs? — Très, très difficile, dit Kouznetsov. — Est-ce que ce n'est pas ce que les ouvriers en Amérique, appellent une liste noire? — Non, répond Kouznetsov, mais il ne peut dire pourquoi ça ne l'est pas.

« Est-ce que l'adhésion au syndicat est volontaire, ou obligatoire? — Complètement volontaire. — Comment se fait-il alors que, en fait, tout le monde soit syndiqué? — Parce que c'est avantageux d'être syndiqué dans tous les pays, dit-il, et tout particulièrement en Union Soviétique. Ici un syndiqué reçoit de plus fortes indemnités qu'un non-syndiqué, en cas de maladie. Comme il existe une grave crise de logement, la plupart des usines possèdent leurs propres maisons qu'elles louent aux ouvriers. Les syndiqués sont servis les premiers. Un non-syndiqué aurait de la difficulté à trouver une place pour dormir la nuit. De même il n'aurait pas accès au centre de récréation où il y a des danses, des jeux du ciné et des meetings. »

« Si un ouvrier n'est pas content de sa place, peut-il la quitter et aller quelque part ailleurs? — Il peut faire une demande, dit Kouznetsov, mais la décision est prise par la direction de l'usine. Le directeur de l'usine est un bien meilleur juge des qualifications de l'ouvrier que lui-même. — Est-ce qu'il continuera à en être ainsi après la guerre? — Pourquoi non. Nous devons tous travailler là où l'on a besoin de nous pour faire progresser l'Union Soviétique... »

TAUDIS ET CHATEAUX

Johnston, Joyce O'Hara, et moi nous volons vers la Sibérie. Avec nous, il y a sur la demande d'Eric, plusieurs journalistes étrangers qui auraient longtemps essayé, mais en vain, de voir ce pays-là. Il y a aussi avec nous Zomenkov qui représente le ministère des Affaires Étrangères, Kirilov notre guide officiel, et un personnage que nous avons pris l'habitude d'appeler « Nick ». A ce qu'il semble Nick ne parle pas l'anglais. Tout au moins, il ne parle à aucun de nous. Mais il a toujours fait partie de notre groupe, mangeant discrètement au bout de la table, dans les banquets, et voyageant silencieusement sur la banquette de devant de la voiture. Les journalistes l'ont identifié comme l'homme du N.K.V.D. (Guépéou.)

Dans une vallée se trouve Magnitogorsk, le Pittsburgh de l'Union Soviétique, avec ses immenses hauts fourneaux.

De l'aérodrome nous allons à la maison du directeur de l'usine où nous passons la nuit. Pour y arriver nous traversons des rangées de masures, grouillantes, non peintes, pires que celles de Pittsburgh. Puis la route atteint une colline sur laquelle se trouvent dominant les masures et les hauts-fourneaux, les spacieuses maisons des administrateurs. Les voitures prennent l'une des chaussées cimentées. Cette grande maison est neuve, la salle de bains est à la fois propre et en réparation comme c'est le cas pour toutes ces choses en Russie, lorsqu'il s'agit du confort d'un personnage suffisamment important...

Après déjeuner nous descendons la colline jusqu'à l'usine. Il y a beaucoup d'ouvriers sur la route car c'est apparemment l'heure du changement d'équipes. Soudain, notre voiture se porte sur le côté, car nous venons d'atteindre une longue colonne de personnes qui marchent 4 par 4 et qui vont travailler à l'usine. Deux choses y sont remarquables. D'une part, c'est que, marchant en tête, derrière et sur les côtés il y a des gardes militaires, portant leurs fusils, baïonnette au canon. D'autre part, c'est que la colonne est formée de femmes en haillons, avec des semblants de sandales et regardant à la dérobée vers notre voiture.

Dans l'atelier d'armement que nous visitons, et où des jeunes filles tournent des obus pour l'armée rouge, il n'y a à nouveau, aucune courroie de transport. En un endroit, cependant, on a imaginé un substitut. Lorsqu'une opération est terminée, l'obus est placé sur un long couloir incliné, au bas duquel il roule dans la pièce voisine pour y subir l'opération suivante. Mais le couloir est mal fait, de quelque sorte que de temps en temps un obus tombe. Au lieu d'ajuster le couloir, une jeune fille est là qui ramasse les obus et les remet à leur place...

DANS QUELLE MESURE LES ÉLECTIONS SONT-ELLES LIBRES ?

Nous causons avec le maire d'Omsk. Il a quarante-quatre ans, et il est dans la seconde année de sa fonction. Auparavant, il était directeur des autostrades, titre qui nous étonne, car l'Union Soviétique n'a que peu de voitures, en dehors des camions de marchandises et presque aucune autostrade.

Nous lui demandons comment il a été élu, et il nous apprend vivement qu'il a été élu par le peuple.

Mais comment? Il nous donne des détails. Il y avait, en tout, 5 candidats, chacun d'eux représentant un syndicat différent. Tout le monde, à Omsk peut voter, et, naturellement, dit-il le vote est secret. Il l'emporta facilement.

Est-il membre du Parti? Oh, oui, un autre candidat aussi était membre du Parti, mais notre ami était le candidat officiel présenté par l'organisation du parti.

Alors nous demandons s'il y a jamais eu, en quelque ville russe, quelqu'un n'appartenant pas au Parti qui ait été élu maire. Il réfléchit une minute. Puis il dit qu'il ne connaît aucune grande ville où cela se soit produit, mais qu'il a entendu dire qu'il est

arrivé que dans les villages des hommes qui n'étaient pas membres du Parti avaient été élus maires.

Quelle liberté peut-il y avoir dans une élection, lorsqu'un seul parti contrôle la presse et la radio? Je suis sûr qu'ils respectent les formes du scrutin secret et qu'ils comptent exactement les suffrages. Mais si quelque candidat attaqua vigoureusement son adversaire communiste, il courrait le risque d'être arrêté par le N.K.V.D., comme criminel politique et conduit aux mines de sel, au beau milieu de sa campagne électorale...

Nous visitons maintenant une usine où l'on fabrique 8 tanks par jour. Elle est propre, et est, à tous points de vue, très supérieure à la moyenne de ce que nous avons vu jusqu'ici en Russie.

Mais une chose curieuse m'y arriva. Omsk possède une correspondante féminine de l'agence Tass, très agréable, et qui rapportait notre voyage pour la presse locale. Elle avait environ vingt-cinq ans, était jolie, aimable et très intelligente; comme elle connaissait l'allemand nous pouvions causer. Dans l'usine nous parlâmes ensemble, et elle me traduisait ce qui était dit, avant l'interprète. Tout alla bien jusqu'au moment où je la quittai une minute pour parler à Eric. Lorsque je revins je vis que Zemenkov, notre homme du Ministère des Affaires Étrangères, et Nick, l'homme, aux vêtements simples du N.K.V.D. l'avaient prise chacun par un bras et la poussaient, tout en lui parlant avec colère.

Il y a tellement de fautes qu'on peut faire dans ce pays que je ne m'étonnais pas autrement qu'elle ait pu en commettre une. Je regardais cela comme une affaire intérieure du Parti dont aucun étranger tant soit peu pourvu de tact ne doit s'occuper. Pour le moment ils lâchaient ses bras. Après avoir discrètement laissé s'écouler quelques instants, je retournai auprès d'elle afin de reprendre la conversation où nous l'avions laissée. Mais elle ne voulut ni me voir ni me répondre. Après plusieurs vaines tentatives je laissai tomber me demandant ce que j'avais bien pu dire qui l'avait offensée. J'aperçus les journalistes américains qui riaient. Ils avaient assisté à toute la scène. « Non mais! vous ne pensiez tout de même pas qu'ils allaient vous laisser causer avec les gens? »



VIENT DE PARAITRE :

21 CHANSONS de Jacques PREVERT musique de Joseph KOSMA

Ce recueil, qui contient notamment les célèbres chansons :

LA PÊCHE A LA BALEINE
LES ENFANTS QUI S'AIMENT
CHANSON DANS LE SANG
PAGE D'ÉCRITURE
LE CAUCHEMAR DU CHAUFFEUR DE TAXI
DEUX ESCARGOTS S'EN VONT A L'ENTREREMENT
Etc... etc...

En vente chez tous les libraires et marchands de musique.

PARIS - ENOCH et Cie, Éditeurs

DÉMOCRATIE et DICTATURE

par
Rosa LUXEMBOURG

L'U. R. S. S. par son influence grandissante dans la vie internationale, pose à tous les révolutionnaires des problèmes essentiels. Le régime de Staline est-il véritablement socialiste ou tout au moins s'achemine-t-il vers le socialisme? Ou au contraire, les craintes de Rosa Luxembourg sur les difficultés d'une évolution vers la démocratie politique et sociale, base indispensable du socialisme sont-elles justifiées? La dictature est-elle devenue l'œuvre des masses pour les masses ou celle d'une minorité au profit d'une minorité? D'autres questions encore se posent, auxquelles nous nous efforçons de répondre dans nos prochaines publications.

Le texte que nous publions est extrait de la brochure de Rosa Luxembourg *La Révolution Russe*. Cette étude a le mérite de poser le problème de la réalisation du socialisme sur son vrai terrain celui de la liberté, et le mérite plus grand encore d'avoir, dès 1918, pu déceler et signaler les écueils qui pouvaient faire sombrer la première grande Révolution sociale de notre époque.

AVEC la dissolution de l'Assemblée Constituante, la question est loin d'être épuisée: nous n'avons pas fait entrer en ligne de compte la suppression des principales garanties démocratiques d'une vie publique saine et de l'activité politique des masses ouvrières: libertés de la presse, d'association et de réunion, qui ont été entièrement supprimées pour tous les adversaires du gouvernement des soviets. Pour justifier la suppression de ces droits, l'argumentation de Trotsky sur la lourdeur des corps élus démocratiques est tout à fait insuffisante. Par contre, c'est un fait absolument incontestable que sans une liberté illimitée de la presse, sans une liberté absolue de réunion et d'association, la domination des larges masses populaires est inconcevable.

Lénine dit: l'État bourgeois est un instrument d'oppression de la classe ouvrière, l'État socialiste un instrument d'oppression de la bourgeoisie. C'est en quelque sorte l'État capitaliste renversé sur la tête. Cette conception simpliste oublie l'essentiel: c'est que si la domination de classe de la bourgeoisie n'avait pas besoin d'une éducation politique des masses populaires, tout au moins au-delà de certaines limites assez étroites, pour la dictature prolétarienne, au contraire, elle est l'élément vital, l'air sans lequel elle ne peut vivre.

« Grâce à la lutte ouverte et directe pour le pouvoir, les masses laborieuses accumulent en peu de temps une expérience politique considérable, et montent rapidement, dans leur évolution, d'un degré à l'autre. »

Ici, Trotsky se réfute lui-même, et réfute en même temps ses propres amis. C'est justement parce que cela est vrai qu'ils ont, en supprimant toute vie publique obstrués eux-mêmes la source de l'expérience politique et des progrès du développement. Ou faut-il admettre que l'expérience et le développement étaient nécessaires jusqu'à la prise du pouvoir par les bolchéviks, mais qu'à ce moment là ils avaient atteint leur apogée, et devenaient désormais superflus? (Discours de Lénine: La Russie est plus que mûre pour le socialisme!!!)

En réalité, c'est tout le contraire. Précisément les tâches gigantesques, auxquelles les bolchéviks se sont attelés avec courage et résolution nécessitaient l'éducation politique des masses la plus intense et une accumulation d'expérience qui n'est pas possible sans liberté politique.

La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux

soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas fanatisme de la « justice », mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et perd de son efficacité quand la « liberté » devient un privilège.

La condition que suppose tacitement la théorie de la dictature selon Lénine et Trotsky, c'est que la transformation socialiste est une chose pour laquelle le parti de la Révolution a en poche une recette toute prête, qu'il ne s'agit plus que d'appliquer avec énergie. Par malheur — ou, si l'on veut, par bonheur — il n'en est pas ainsi. Bien loin d'être une somme de prescriptions toutes faites, qu'on n'aurait plus qu'à appliquer, la réalisation pratique du socialisme en tant que système économique, juridique et social, est une chose qui reste complètement enveloppée dans les brouillards de l'avenir. Ce que nous possédons dans notre programme, ce ne sont que quelques grands poteaux indicateurs, qui montrent la direction générale dans laquelle il faut s'engager, indications d'ailleurs d'un caractère surtout négatif. Nous savons à peu près ce que nous aurons à supprimer tout d'abord pour rendre la voie libre à l'économie socialiste. Par contre, de quelle sorte seront les mille grandes et petites mesures concrètes en vue d'introduire les principes socialistes dans l'économie, dans le droit, dans tous les rapports sociaux, là aucun programme de parti, aucun manuel de socialisme ne peut fournir de renseignement. Ce n'est pas une infériorité, mais précisément une supériorité du socialisme scientifique sur le socialisme utopique, que le socialisme ne doit et ne peut être qu'un produit historique, né de l'école même de l'expérience, à l'heure des réalisations, de la marche vivante de l'histoire, laquelle, tout comme la nature organique, dont elle est une partie en fin de compte, à la bonne habitude de faire naître toujours, avec un besoin social véritable, les moyens de le satisfaire, avec le problème sa solution. Mais s'il en est ainsi, il est clair que le socialisme, d'après son essence même, ne peut être octroyé, introduit par décret. Il suppose toute une série de mesures violentes, contre la propriété, etc... Ce qui est négatif, la destruction, on peut le décréter, ce qui est positif, la construction, on ne le peut pas. Terres vierges. Problèmes par milliers. Seule l'expérience est capable d'apporter les correctifs nécessaires et d'ouvrir des voies nouvelles. Seule une vie bouil-

onnante, absolument libre, s'engage dans mille formes et improvisations nouvelles, reçoit une force créatrice, corrige elle-même ses propres fautes. Si la vie publique des États à liberté limitée est si pauvre, si schématique, si inféconde, c'est précisément parce qu'en excluant la démocratie, elle ferme les sources vives de toute richesse et de tout progrès intellectuels. (A preuve les années 1905 et suivantes et les mois de Février-Octobre 1917.) De même que là dans le domaine politique, de même dans le domaine économique et social. Le peuple tout entier doit y prendre part. Autrement le socialisme est décrété, octroyé, par une douzaine d'intellectuels réunis autour d'un tapis vert.

Un contrôle public est absolument nécessaire. Sinon l'échange des expériences n'est possible que dans le cercle fermé des fonctionnaires du nouveau gouvernement. Corruption inévitable (paroles de Lénine, bulletin d'informations n° 29). La pratique du socialisme exige toute une transformation intellectuelle dans les masses dégradées par des siècles de domination bourgeoise. Instincts sociaux à la place des instincts égoïstes, initiative des masses à la place de l'inertie, idéalisme, qui fait passer par-dessus toutes les souffrances, etc... Personne ne le sait mieux, ne le montre avec plus de force, ne le répète avec plus d'obstination que Lénine. Seulement il se trompe complètement sur les moyens: décrets, puissance dictatoriale des directeurs d'usines, punitions draconiennes, règne de la terreur, autant de moyens qui empêchent cette renaissance. La seule voie qui y conduise, c'est l'école même de la vie publique, la démocratie la plus large et la plus illimitée, l'opinion publique. C'est justement la terreur qui démoralise.

Tout cela ôté, que reste-t-il? Lénine et Trotsky ont mis à la place des corps représentatifs, issus d'élections générales des soviets comme la seule représentation véritable des masses ouvrières. Mais, en étouffant la vie politique dans tout le pays, il est fatal que la vie dans les soviets eux-mêmes soit de plus en plus paralysée. Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie reste le seul élément actif. C'est une loi à laquelle nul ne peut se soustraire. La vie publique entre peu à peu en sommeil. Quelques douzaines de chefs d'une énergie inlassable et d'un idéalisme sans bornes dirigent le gouvernement, et, parmi eux, ceux qui gouvernent en réalité, ce sont une douzaine de têtes éminentes, tandis qu'une élite de la classe ouvrière est convoquée de temps à autre à des réunions pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente. C'est par conséquent un gouvernement de coterie — une dictature, il est vrai, pas celle du prolétariat, mais celle d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine (le recul des congrès des soviets de trois mois à six mois!!!) Et il y a plus: un tel état de choses doit provoquer nécessairement un ensauvagement de la vie publique: attentats, fusillades d'otages, etc...

... L'erreur fondamentale de la théorie Lénine-Trotsky est précisément que, tout comme Kautsky, ils opposent la démocratie à la dictature. « Dictature ou démocratie », ainsi se pose la question pour les bolchéviks comme pour

Kautsky. Ce dernier se prononce bien entendu pour la démocratie, et même pour la démocratie bourgeoise, puisqu'il l'oppose à la transformation socialiste, Lénine-Trotsky se prononcent au contraire pour la dictature d'une poignée de personnes, c'est-à-dire pour la dictature selon le modèle bourgeois. Ce sont là deux pôles opposés, tout aussi éloignés l'un et l'autre de la véritable politique socialiste. Le prolétariat, une fois au pouvoir, ne peut, suivant le bon conseil de Kautsky, renoncer à la transformation socialiste sous prétexte que « le pays n'est pas mûr » et se vouer à la seule démocratie, sans se trahir lui-même et sans trahir en même temps l'Internationale et la révolution. Il a le devoir et l'obligation, précisément, de se mettre immédiatement, de la façon la plus énergique, la plus inexorable, la plus brutale, à l'application des mesures socialistes, et par conséquent d'exercer la dictature, mais une dictature de classe, non celle d'un parti ou d'une clique. Dictature de classe, c'est-à-dire avec la publicité la plus large, la participation, la plus active, la plus illimitée, des masses populaires, à toute l'administration de la société.

« En tant que marxistes, nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle », écrit Trotsky. Assurément, nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle. Mais du socialisme et du marxisme non plus, nous n'avons jamais été idolâtres. S'ensuit-il pour cela que nous ayons le droit, à la façon de Cunow-Lensch-Parvus, de jeter au rancart le socialisme ou le marxisme quand ils nous gênent? Trotsky et Lénine sont la négation vivante de cette question. Nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle, cela ne veut dire qu'une chose: nous avons toujours distingué le noyau social de la forme politique de la démocratie bourgeoise, nous avons toujours démasqué le dur noyau d'inégalité et de servitude sociales qui se cache sous la douce enveloppe de l'égalité et de la liberté formelles — non pas pour la rejeter, mais pour inciter la classe ouvrière à ne pas se contenter de l'enveloppe, tout au contraire à conquérir le pouvoir politique pour la remplir d'un contenu social nouveau. La tâche historique qui incombe au prolétariat, une fois arrivé au pouvoir, c'est de créer à la place de la démocratie bourgeoise, la démocratie socialiste et non pas de supprimer toute démocratie. Mais la démocratie socialiste ne commence pas seulement dans la terre promise, quand aura été créée l'infrastructure de l'économie socialiste, à titre de cadeau de Noël pour le bon peuple qui aura entre temps fidèlement soutenu la poignée de dictateurs socialistes. La démocratie socialiste commence avec la destruction de la domination de classe et la prise du pouvoir par le parti socialiste. Elle n'est pas autre chose que la dictature du prolétariat.

Parfaitement: dictature! Mais cette dictature consiste dans la manière d'appliquer la démocratie, non dans son abolition, dans des interventions énergiques, résolues, dans les droits acquis et les rapports économiques de la société bourgeoise, sans lesquelles la transformation socialiste ne peut être réalisée. Mais cette dictature doit être l'œuvre de la classe et non d'une petite minorité dirigeante, au nom de la classe, autrement dit, elle doit sortir pas à pas de la participation active des masses, être sous leur influence directe, soumise au contrôle de l'opinion publique, produit de l'éducation politique croissante des masses populaires.

Présence de
LAUTRÉAMONT

par Serge DOUAY

L y a un siècle, le 4 avril 1846, naissait à Montevideo, Isidore Ducasse, plus connu sous le pseudonyme de Lautréamont. Le mystère qui enveloppe cette destinée éphémère — puisque le poète devait mourir à 24 ans — est sans précédent dans notre littérature. On est parvenu à reconstituer la biographie de Villon. Mais de la vie de Lautréamont, on ne sait presque rien. Aucun portrait, aucune correspondance ; nul témoignage. On possède juste un acte de naissance et un autre de décès : autrement, nous pourrions douter de son existence.



Son père, un instituteur originaire de Bazet, près de Tarbes, avait émigré vers 1840, en Uruguay. Lorsque son fils eut atteint quatorze ans, il l'envoya en France pour y achever ses études. Ce premier contact avec l'Océan impressionna vivement le jeune garçon, qui plus tard, dédiera aux flots un chant de gratitude et d'épouvante :

« Dis-moi donc si tu es la demeure du Prince des Viell Océan aux vagues de cristal... » (Ténèbres)

Après avoir été successivement élève au lycée de Tarbes, puis de Pau, le jeune Ducasse vient à Paris, pour y préparer l'école Polytechnique.

On relève son passage dans différents hôtels : rue Vivienne, rue Notre-Dame des Victoires. En 1868, il fait imprimer à ses frais le premier « Chant de Maldoror », sous le pseudonyme : comte de Lautréamont. Personne ne remarque alors le poème. L'année suivante, un éditeur belge, d'esprit entreprenant, Lacroix, qui vient d'ouvrir une Maison d'Éditions au 13 du boulevard Montmartre, accepte de publier intégralement les « Chants » ; mais effrayé par les audaces de l'œuvre, il en interrompt le tirage. Quelques mois plus tard, le 23 novembre 1870, en plein siège de Paris, Ducasse meurt, dans un hôtel sis 7, faubourg Montmartre. Il est totalement inconnu et dans la solitude la plus complète.

Personne n'assista à l'enterrement.

Il fut inhumé à la Fosse commune du Cimetière du Nord, dans un terrain qui devait bientôt être repris par la Ville et désaffecté. Malgré les recherches, on ne retrouva jamais la tombe pour laquelle Lautréamont avait composé cette épilaphe : « Ci-gît un adolescent qui mourut poitrinaire : Ne priez pas pour lui ».

Ce qui laisserait supposer que Lautréamont est mort de phthisie. Mais des détails fort troublants — les seuls que l'on connaisse d'ailleurs — inclinent certains biographes à supposer qu'il fut victime de la police secrète du Second Empire. On croit que Ducasse se rendait fréquemment à Bruxelles alors centre de ralliement de tous les républicains. On peut aussi supposer qu'il fréquentait les révolutionnaires. Sur son acte de décès, on relève : « sans autres renseigne-

UN ROMAN DE LA FIDÉLITÉ OUVRIÈRE

par André SANTON

L E Prix Cazes est venu couronner l'un des nôtres : Jean Prugnot, pour son livre *Béton armé*. (1) Si cette distinction n'a pas attiré l'attention de nombreux critiques, il est permis de penser qu'elle donnera à notre ami cette audience nécessaire à tout créateur pour continuer son œuvre, qu'elle lui suscitera surtout, dans la classe pour laquelle il écrit, des lecteurs attentifs qui trouveront dans son livre le récit de leurs peines, de leurs fois et de leurs espoirs.

Le héros de *Béton armé* : Pierre Fabre, est un jeune ingénieur de vingt-cinq ans, muni de tous ses diplômes et jeté sur le marché de la production capitaliste. Ses parents ont pensé qu'en lui permettant d'acquiescer le savoir, il briserait les cadres de la condition misérable où eux-mêmes ont vécu, et qu'il pourra s'élever dans cette société, oppressée leur a-t-on dit, à récompenser le mérite. Mais alors que la bourgeoisie accueille en effet tant et tant de transfuges, elle n'assimile pas celui-là qui prétend rester fidèle à ses origines. Puisqu'il ne veut pas à son tour commander, s'élever au-dessus de ses frères pour s'en faire le garde-chiourme, comprendre que son sort de bourgeois de raccroc est lié à la production toujours plus grande de profits dont on lui abandonnera une petite part, il est rejeté dans la tourbe des esclaves, il doit redevenir l'un d'eux, ou retourner rageur et affamé à ses livres inutiles.

Il a pris le départ, en effet, à un mauvais moment : la machine qui grince et se grippe expulse de son circuit ces ingénieurs qu'on lui fabrique en série. Trop d'intellectuels, trop d'ouvriers, trop de marchandises, on rejette les unes à la mer et les autres sur le pavé : les entreprises ferment, les banques sautent, les bourgeois montent la garde devant leurs coffres-forts, et des millions de bras inutiles s'ouvrent lassés et vides aux demandes timidement pressantes des femmes et des enfants sous-alimentés. C'est ce qu'on appelle une crise.

(1) Grasset éditeur.

ments » (ce qui est pour le moins surprenant lorsque l'on sait qu'il fut trouvé mort sur son lit). C'est le patron de l'hôtel, un dénommé Milleret, qui fit la déclaration à la mairie. (Rappelons qu'à cette époque, bon nombre de logeurs étaient affiliés à la police.) Détail d'importance qui renforce la thèse de ceux qui prétendent au crime politique : à la police judiciaire le dossier Ducasse a été détruit. L'œuvre a miraculeusement échappé à l'oubli. En 1879, Lacroix fait faillite. Son successeur découvrant dans la reprise des stocks d'exemplaires non brochés des « Chants », décide leur mise en vente. L'ouvrage voit enfin le jour ! Léon Bloy parle aussitôt « de la beauté panique » du poème et R. de Gourmont, s'exclame : « Voilà un magnifique coup de génie ! » Mais plus d'un demi-siècle doit encore s'écouler avant que le seul nom de Lautréamont soit connu de tous les lettrés.

On n'offre donc point de travail à Pierre Fabre. Il en cherche, et finit par accepter, lui qui connaît la théorie des machines fameuses et qui pourrait à son tour en fabriquer, la tâche deux fois inutile d'aménager la terre de la frontière de l'est en un tombeau géant pour lui-même et ses frères de la prochaine guerre. Il lutte contre le froid, l'eau, le roc, la boue, la nuit, l'accident quotidien qui réglerait la question une fois pour toutes. Il en triomphe par un combat nécessaire ; il donne à ses lointains patrons de Paris sa jeunesse, ses forces, son intelligence dans l'espoir de briser un jour la ronde, et de prendre sur son cœur la petite fiancée qui l'attend sur le bord du chemin.

C'est trop demander à la vie, à la société. Car il est un combat plus difficile : celui qui se livre contre les hommes, ceux qui détiennent le pouvoir, le commandement, la richesse, qui jouent avec Pierre Fabre comme avec un pion qu'on déplace, remplace ou élimine du jeu. « Tu seras docile, tu feras travailler toujours davantage la petite part d'esclaves qu'on t'a confiées, tu les persuaderas de ta supériorité et de leur parfaite insignifiance, tu seras avec eux dur, cassant, plein de morgue et de mépris, tu seras un chef, et tu auras alors le droit de venir t'asseoir auprès de nous au bas-bout de la table. » Pierre Fabre refuse le marché. Mais il est seul contre un monstre aux mille têtes, et s'il ne veut pas être happé par lui il doit partir. Avant de s'en remettre à cette solution de désespoir il cherche les contacts avec les frères d'en bas, il voudrait les persuader que sans eux il ne peut rien, qu'aucun d'eux, seul, ne pourra rien, et qu'il faut tous lever ensemble mille bras pour abattre les mille têtes. Les esclaves sont abrutis par le travail et la souffrance, par la peur d'être à nouveau demain les déchets qu'on pousse à l'égoût. Pour que la révolte germe dans le cerveau des vaincus il faut que ce cerveau fonctionne, qu'il donne à tous en même temps l'image d'une vie meilleure et la conscience d'une dignité supérieure à ceux qui la foulent aux pieds. Il est encore trop tôt. Enfoncés dans la nuit et courbés vers la terre les hommes ne voient point encore luire l'aube. Jean Prugnot sait qu'elle viendra, et crie : « Courage ! »

Après le conflit 1914-1919, quelques jeunes poètes à la recherche d'idées nouvelles, le découvrent : C'est Apollinaire, V. Larbaud, L.-P. Fargue, Ph. Soupault qui, successivement, lui consacrent des études. Depuis, son influence n'a cessé de grandir. André Breton et le groupe surréaliste le considèrent comme une sorte de personnage bouleversant et sacré. Aujourd'hui Ducasse est traduit dans toutes les langues.

Qu'est-ce donc que « Maldoror ? » En créant ce personnage fantastique, Lautréamont s'est « proposé d'attaquer l'homme et celui qui le créa ».

L'homme contre Dieu. Combat éternel ! C'est Lucifer qui attaque le Seigneur ou Prométhée qui prend le

parti des humains contre Zeus. Milton, Byron, Shelley, et tous les romantiques, devaient reprendre ce thème immortel. Voltaire était entré en conflit avec les prêtres et la religion, mais avant Lautréamont, Dieu n'avait jamais été attaqué avec une telle véhémence. Dès le premier « chant », le créateur nous apparaît « tel ces rois saineants poltrons et imbéciles », assis « sur un trône formé d'excréments humains et d'os... tenant à la main le tronc pourri d'un homme mort... A ses pieds, dans une vaste mare de sang en ébullition, d'autres corps vivants attendaient d'être croqués ». Et Dieu explique aux mortels : « Je vous ai créés, donc j'ai le droit de faire de vous ce que je veux. Je vous fais souffrir, et c'est pour mon plaisir. » D'après Lautréamont, la création ne peut être l'œuvre que d'un pauvre d'esprit doublé d'un sadique. Pour lutter contre cette autarcie divine, « Maldoror », « l'homme aux lèvres de soufre », est une sorte de surhomme. Il ne sait ni rire ni pleurer, et ne s'endort jamais de crainte d'être livré à la curiosité divine durant son sommeil ; en un mot : « un monstre de froideur » qui ne veut plus rien avoir de commun avec les autres hommes, « ses frères, qu'il a reniés ». De l'homme, il n'a conservé que l'intelligence, mais développée au suprême degré et appliquée uniquement au mal.

Après Dieu, Maldoror songe à détruire la civilisation et son contrat social, et surtout la conscience, source de toutes nos souffrances. Pour assouvir cette haine, son instrument préféré sera le sadisme. Aucune cruauté ne lui paraîtra assez raffinée.



« Maldoror » dépasse de loin les créations du marquis de Sade. Rééditant Gilles de Rais, il se plaît à attirer de jeunes enfants pour leur trancher ensuite la gorge. Un jour, apercevant une fillette, dans la campagne, il en abuse, force son bouledogue à l'imiter, puis, s'acharnant sur le corps, il le lacère. « Il devait couvrir une haine bien grande contre ses semblables pour s'acharner ainsi sur les chairs d'une enfant inoffensive », écrit Lautréamont ; puis, constatant le plaisir qu'il retire des souffrances infligées, il s'écrie : « Qu'est-ce donc que le bien et le mal ? Est-ce une même chose pour laquelle nous témoignons avec rage notre impuissance d'atteindre à l'infini par les moyens les plus insensés ? »

Les quelques figures d'adolescents qui traversent les « Chants », Lohengrin, Loman, Elsenor, et les chants d'admiration que le poète leur dédie, expliquent peut-être l'origine de cette perversion et de cette révolte. L'adolescence qui ignore les compromis et les renoncements représente, aux yeux de Lautréamont, la plus belle expression de pureté : Dans chaque enfant, il entrevoit un ange et le souvenir d'un âge d'or. Nous sommes bien près de Rousseau dont l'idée de « bon sauvage » — si décriée cependant — troublera encore bien des cerveaux. Les lignes pleines de tendresse et de pitié — sentiments qui n'ont place nulle part ailleurs dans les « Chants », — consacrés à l'hermaphrodite, paraissent singulièrement révélatrices. Et enfin cet aveu de Lautréamont : « J'ignore ce qu'est l'amour... Il est probable que je ne l'accepterai jamais. »

Désespérés au milieu des ruines amoncelées par la seconde guerre mondiale, minés aussi par l'égoïsme et le scepticisme des temps actuels, nos contemporains peuvent-ils rester indifférents aux échos des cris de révolte démentiels lancés dans la nuit, voilà près d'un siècle, par Lautréamont ? — Son heure a peut-être enfin sonné. —

LE ZÉRO ET L'INFINI

de Arthur KÆSTLER

MALGRÉ les pressions et les diverses manœuvres qui ont été tentées pour le faire disparaître des librairies, le beau livre d'Arthur Kæstler a eu le succès qu'il méritait. A titre d'épisode comique au sein de cette lutte, on se souviendra qu'un serviteur de Vichy comme M. Claude Roy, ex-maurassien passé au stalinisme, a eu le front de demander ses titres anti-fascistes à Kæstler qui fut condamné à mort en Espagne franquiste!

Le livre d'Arthur Kæstler doit être médité par tous ceux qui repoussent le néo-bolchevisme autoritaire parce qu'ils rejettent de séparer la cause du socialisme de celle de la liberté et de la dignité humaine. C'est tout le drame des procès de Moscou que l'auteur évoque après notre camarade Victor Serge (voir notamment « 16 Fusillés », brochure publiée dans les cahiers de « Spartacus » et le roman « S'il est minuit dans le siècle ».)

Le vieux Roubatchof, après des velléités oppositionnelles, accepte de se déshonorer devant le tribunal parce qu'on l'a persuadé d'accomplir ce dernier acte de fidélité envers le parti auquel il a consacré sa vie. Il prend sur lui tous les péchés de l'Union Soviétique. C'était déjà la thèse soutenue par Victor Serge pour interpréter la conduite de certains accusés devant le tribunal et notamment leurs invraisemblables aveux. On ne saurait méconnaître l'émouvante grandeur d'un pareil sacrifice que Kæstler compare à celui du Christ. Mais comment juger ceux qui l'ont demandé et le régime qui a besoin d'un pareil opium de mensonges pour se soutenir devant le peuple abusé? Roubatchof avait-il le droit de mentir à la face du peuple? N'aurait-il pas mieux fait de se rallier à la leçon de Péguy: « Celui qui sait la vérité doit la gueuler! » C'est sans doute ce qui a poussé Arthur Kæstler puisqu'il n'a pas hésité à publier son livre.

Les dessous de la contre-morale ou plus exactement de la morale contre-révolutionnaire du bolchevisme stalinien, sont dévoilés ici avec une rigueur d'analyse sans pareille. Tous les moyens sont bons pourvu qu'ils conduisent à la fin, l'individu doit être impitoyablement sacrifié aussi bien dans la personne morale que dans la personne physique et ne compte pour rien. Il est zéro en face de l'infini représenté par le parti unique et tout puissant qui prétend incarner la fatalité historique, le char de Djaggernath sous lequel il faut se rouler.

Il faut bien marquer qu'une pareille morale n'a rien de commun avec le marxisme. Il y a chez Marx un amoralisme commandé par le souci de l'analyse scientifique objective mais non pas une contre-morale ayant le sens d'un retour aux principes de l'homme du Néanderthal et à l'anthropophagie sacrificielle. La fatalité historique, Marx ne pensait pas qu'il fallait s'incliner devant elle mais qu'il fallait la dominer par l'effort révolutionnaire. Et si l'on examine bien des analyses du « Capital » elles-mêmes, on verra qu'elles n'auraient aucun sens en dehors du postulat d'une valeur de la personne humaine supérieure à celle des choses. Le marxisme, répétons-le, n'a rien à voir avec les messes noires de la révolution trahie.

L'OISELEUR DES OMBRES, par Jacques Baif (Editions Denoël).

Dans ce roman, Jacques Baif donne la suite des « Navires Truqués », parus avant la guerre. Le tout constitue « Les Apprentis Faussaires », un petit roman-fleuve. On dit que l'auteur est un parent éloigné de Mauriac. Cela n'aurait rien d'étonnant. Le style de ces romans est en effet celui d'un Mauriac de la mer.

PSYCHOLOGIE, MARXISME, MATÉRIALISME.

ESSAIS CRITIQUES

(Marcel Rivière, éditeur)

Le nouveau livre de Pierre Naville mérite d'être lu et médité par tous ceux qui s'intéressent à ces problèmes. Naville combat à la fois les prétentions de dépasser le marxisme au nom de la psychologie moderne (de Man, Max Eastman), et plaide aussi contre une certaine tendance à revenir en deçà du marxisme scientifique, à ses origines hégéliennes, tendances dont le côté le plus faible est représenté par le livre assez ridicule de Max Raphaël tandis que les travaux d'Henri Lefebvre en font valoir l'aspect le plus brillant.

Il s'agit ainsi d'une lutte menée de deux parts. Chemin faisant Naville cherche aussi à réhabiliter Engels que l'on a voulu parfois opposer à Marx sur le terrain philosophique. Il ne paraît pas croire tellement à l'opposition du matérialisme vulgaire ou mécaniste au matérialisme « dialectique » que certains finissent par ramener à un spiritualisme non moins vulgaire.

Naville a parfaitement raison lorsqu'il montre que chez Marx comme chez Engels l'esprit scientifique l'a finalement emporté sur le souci de la systématisation philosophique, que tel est bien l'esprit des thèses de Feuerbach et qu'ainsi la volonté de ramener le marxisme à ses origines philosophiques, comme celle qui s'est fait jour en France, est un véritable contre-sens. Il est également bien inspiré lorsqu'il montre qu'en fin de compte, on ne saurait déduire une véritable psychologie de l'ombre de Marx et d'Engels dont l'orientation de pensée était autre et auxquels d'ailleurs l'état des travaux scientifiques à leur époque n'aurait guère permis de progresser dans cette voie.

On peut se demander toutefois si l'esprit scientifique moderne se confond bien avec le matérialisme du XVIII^e siècle et sur ce point les analyses de l'auteur restent sommaires. On trouve aussi dans les « Thèses sur Feuerbach » une critique des illusions sur la toute puissance de l'éducation qui pourrait porter contre certaines formes de behaviorisme.

Quant à la théorie marxiste de la causalité soutenue par Naville, malgré l'intéressant rapprochement d'un texte d'Engels et d'un texte de Bergson, on ne saurait dire qu'elle se trouve au point dans sa partie positive. Il est très judicieux de dénoncer l'opposition entre la causalité psychologique et la causalité physique, mais il faudrait tenir compte davantage des conséquences de l'interférence de l'activité humaine avec le processus de causalité naturelle et notamment de celles qui ont été mises en lumière par le physicien Niels Bohr.

On peut regretter aussi un certain ton de polémique qui n'a rien à voir avec la discussion scientifique ou philosophique et des rappels de l'activité de certains sur le ton du blâme ou de la louange morale qui font trop songer aux procédés des théologiens soucieux d'imputer au péché les erreurs de leurs adversaires. Mais ce ne sont que des tics de style qui n'ont rien de leur valeur intrinsèque à des analyses toujours intéressantes et souvent judicieuses.

A. P.

POUCHKINE, par Henri Troyat (Editions Albin Michel).

Deux volumes qu'il faut avoir lu. Dans le cadre de la biographie, les qualités propres à l'auteur de « Faux-Jour » et de l'« Araignée » — et ses défauts — trouvent un emploi parfait. C'est vivant, facile, coloré, mouvementé comme une vie de poète.

P. M.

LIVRES D'HIER ET DE DEMAIN

Jean BAROIS

de Roger MARTIN du GARD

CETTE œuvre a connu la singulière faveur de devenir classique du vivant de son auteur. Chaque année, une nouvelle génération de lecteurs, un nouveau public apprend à la connaître. Mais cette jeunesse était encore assez près de la nôtre; je ne sais ce qu'en pensent les jeunes d'aujourd'hui.

Ainsi s'interrogeait, peu de temps avant sa mort, l'esprit incomparable que fut Jean Prévost dans un article intitulé « Roger Martin du Gard et le roman objectif » (1). Jean Barois lui paraissait l'œuvre la plus typique de ce système où Roger Martin du Gard s'est enjéré, s'appliquant à ne jamais intervenir, ni laisser deviner ses sentiments, fidèle aux règles de son auto-critique si aigüe et quelquefois si étroite, écrivait Jean Prévost. Et, en conclusion de son étude, il dira encore :

« Il y avait dans Martin du Gard, autre chose — je ne dis pas mieux — que l'auteur des Thibaut ». Il pense à la « Confiance Africaine », au « Testament du père Leleu », à « Vieille France ». « Faut-il croire qu'il s'est ainsi diminué? »

Or c'est dans le journal d'un jeune d'aujourd'hui, un de ces jeunes sur le jugement desquels Jean Prévost s'interrogeait, que je trouve un écho à cette inquiétude, écho si fidèle que je ne puis pas ne pas le transcrire. Roger Stéphane a rencontré Roger Martin du Gard le 13 juin 1941; il note dans son journal (2):

« Son œuvre est sans doute réussie. Mais elle est bien inférieure à l'homme, probablement parce qu'il a cherché à dissimuler tout ce qui l'eût révélé. »

« Je l'ai cru, ajoutait Jean Prévost. Je ne le crois plus. »

Jean Prévost avait cet avantage sur Roger Stéphane, du point de vue de la critique objective, tout d'abord qu'il était moins jeune, et ensuite moins gâdien.

Quoi qu'il en soit, l'opinion est maintenant acquise que l'œuvre de Roger Martin du Gard est le fruit d'une volonté sans défaillances et — ce dernier témoignage en est une preuve — qu'elle n'a rien à craindre du temps. Sa dureté n'est nullement le fait d'une insensibilité, pas plus que les peintures de Picasso ne signifient qu'il est inhabile à dessiner.

Je cite encore cette phrase de Jean Prévost qui, dans mon esprit, s'applique à l'un comme à l'autre. Mais là s'arrêtent les similitudes.

« Cette voie sévère et laborieuse qu'il a suivie est le grand chemin montant de l'art classique, et pour lui, la route de la grandeur. »

Certains romans des « Thibaut » marqueront des réussites plus parfaites, dans cette voie. Mais c'est avec « Jean Barois » que Roger Martin du Gard a inauguré sa technique d'esthétique. Je n'ai pas la place de faire une étude comparée de cette technique avec les procédés d'écriture chers aux Américains et repris chez nous par Sartre et son école. La jeunesse française éprise de cette dernière se croyant obligée, pour être logique, de mépriser Roger Martin du Gard,

(1) Problèmes du roman. Conférence.

(2) Chaque homme est lié au monde, par Roger Stéphane (Sagittaire).

il serait amusant de montrer que l'une et l'autre technique partent des mêmes préoccupations, à savoir le besoin pour leur auteur d'exprimer le monde où ils vivent, en le recréant. Ce n'est point la faute de Roger Martin du Gard si, son époque fut plus préoccupée que la nôtre des problèmes de la conscience et de la morale (au sens d'une éthique) et si les crises religieuses y prenaient le pas sur les troubles sexuels, ou simplement, parfois, les modifiaient. Quand Roger Martin du Gard réduit ses descriptions à de simples notations scéniques et ses conversations à l'essentiel échange des choses quotidiennes, sauf lorsqu'il s'agit des idées, il est en parfait accord avec son siècle, déterministe, intellectuel, idéaliste et raisonneur. Par contre, lorsque Sartre montre ses personnages de l'extérieur, dans leur comportement physique plutôt qu'intellectuel, et attache une grande importance au décor, aux conditions de vie, il est, lui aussi parfaitement en situation dans son époque. Notre époque est celle de l'homme écrasé, par de tragiques certitudes concernant sa condition. Celle de Roger Martin du Gard, économiquement prospère, le laissait libre de ses doutes.

Dans l'une comme dans l'autre, cependant, cette condition est la même. Il n'y a pas d'autre mot pour la qualifier que « la condition humaine » et c'est le mérite de Jean Barois, comme de toute l'œuvre de Roger Martin du Gard, de nous en faire sentir la qualité. La technique seule n'eût pas suffi à obtenir ce résultat. C'est pourquoi l'on peut parler de la tendresse et de l'humanité de Roger Martin du Gard, qui, si elles ne sont pas exprimées directement, n'en courent pas moins dans toute son œuvre, comme dans son inspiration.

La double émancipation, religieuse et familiale, de Jean Barois, son action dans l'affaire Dreyfus, sa conversion, finale, autant de documents, certes, autant de dossiers, impitoyables parce que plus vrais que ceux des historiens. Mais autant de prises de position dont l'ensemble forme une œuvre d'art.

Ce n'est pas encore demain que la jeunesse cessera de trouver sa pâture dans cet éternel conflit de l'individu avec le Monde.

Paul MORELLE.

L'évolution de la Chirurgie

de Paul LECÈNE

ON a beaucoup écrit sur l'histoire de la médecine et de la chirurgie, bien souvent avec trop d'érudition et détails inutiles, sans idées directrices. L'histoire véritable et féconde n'est pas un art de compilation: c'est l'art de choisir ses exemples et de les mettre en valeur. Et personne n'a atteint en France la simplicité robuste, l'érudition sérieuse mais accessible de Paul Lécène. Plus de vingt ans ont passé et son petit recueil (1), n'a rien perdu de sa valeur éducative; sa lecture en est facile, ses enseignements encore valables.

Dès l'introduction, l'auteur nous met en face de l'idée directrice de l'ouvrage: la médecine, comme les autres sciences, a certes bénéficié d'une évolution lente faite de petits progrès successifs, mais c'est par un bond révolutionnaire sans précédent que s'est accomplie la transformation radicale de la chirurgie au XIX^e siècle, révolution technique qui n'a été rendue possible que par le progrès brusque d'autres sciences et par deux découvertes fondamentales, celle des anesthésiques généraux en 1847 et celle de l'antisepsie en 1867.

1) Paul Lécène. L'évolution de la chirurgie. Flammarion, 1923.

Lecène ne s'attarde guère sur le chapitre de la chirurgie préhistorique dont le but thérapeutique raisonnable n'est guère démontré et où l'incantation magique semble jouer un plus grand rôle que l'acte technique proprement dit (par exemple les trépanations du crâne, si souvent pratiquées chez les peuples primitifs dans le but de chasser les mauvais esprits).

Il passe généralement brièvement sur les traces de pratique chirurgicale retrouvées en Égypte, en Chaldée, en Chine et dans l'Inde. Elles sont bien pauvres, si ce n'est sur le chapitre de la traumatologie (réduction des fractures et luxations, traitement des blessures par armes de guerre). Retenons seulement que la pratique des embaumements avait permis à quelques médecins égyptiens de connaître des rudiments d'anatomie exacte; qu'en Chaldée le code d'Hammourabi définit avec assez de précision et de sévérité la responsabilité médicale, notion exceptionnelle dans l'antiquité; et qu'aux Indes la chirurgie esthétique (en particulier, réparation du nez par des greffes pédiculées) remonte à une très haute antiquité et, semble-t-il, est antérieure à la pénétration hellénique et à l'expédition d'Alexandre le Grand. Paul Lecène n'a que du mépris pour la médecine chinoise et les pratiques de l'acupuncture, ce qui s'explique un peu par la date à laquelle son ouvrage est écrit.

Il rend au contraire hommage à la science médico-chirurgicale hellénique et montre que l'essor grec est le premier essai de médecine rationnelle et a inspiré tous les progrès de la chirurgie jusqu'au XIX^e siècle. Les traités hippocratiques des Articulations, des Fractures et des Plaies de la tête donnent des descriptions cliniques minutieuses et des conclusions thérapeutiques dignes de la chirurgie moderne. Il est normal que la pathologie externe ait été bien mieux connue que la pathologie interne à une époque où les dissections de cadavres étaient rares mais où les compétitions athlétiques forçaient le médecin à soigner couramment les plaies, les fractures et les luxations. L'école d'Alexandrie, également grecque, grâce à une meilleure connaissance de l'anatomie et de la physiologie, permit à la chirurgie de nouveaux progrès et de nouvelles audaces. Seuls les Grecs par leur souci de l'analyse méthodique et leur goût du raisonnement logique apportèrent à leurs recherches un esprit vraiment scientifique et la chirurgie de l'antiquité ne doit pratiquement rien aux autres peuples.

Après la fin du miracle grec, la chirurgie du Moyen-âge et même de la Renaissance ne sera guère qu'une copie mal déguisée des auteurs hippocratiques et alexandrins, d'après des traductions incomplètes et souvent erronées de Galien, polygraphe vaniteux et bavard, et de Celse, compilateur latin qui n'était même pas un médecin.

L'ère des novateurs est close, avant même la ruine complète de l'Empire romain, dès le III^e siècle après Jésus-Christ, et pour longtemps. On se réfère aux Anciens sans toujours les bien comprendre. L'Église condamne sévèrement la dissection du cadavre humain (jusqu'en 1240).

Les chirurgiens byzantins, arabes et médiévaux conservent quelques pratiques saines de la chirurgie hellénique, mais noyées dans un fatras d'idées fausses, dont la plus redoutable fut la néfaste pratique du fer rouge appliqué sur toutes les plaies.

Le principe d'autorité a ruiné les efforts de la science expérimentale et on peut bien parler d'obscurantisme, au moins dans le domaine scientifique. A peine faut-il citer quelques centres d'instruction médicale sérieuse, et en particulier, en Italie, l'école de Salerne, avec Roger de Palerme et Roland de Parme. Mais, à côté de la science officielle si fragile et livresque, on voit apparaître des chirurgiens ambulants, praticiens ignorants mais adroits, barbiers méprisés et pourchassés par les pédants de la médecine; c'est eux qui sont à l'origine de la renaissance de l'art chirurgical; c'est de leurs rangs que vont sortir

Pierre Franco (auteur d'un traité des Hernies en 1556, praticien habile de la taille vésicale ou opération de la pierre) et surtout Ambroise Paré (1516-1590) qui écrit son œuvre en français (il ignorait le latin) et fut le premier à condamner la pratique barbare du fer rouge ou de l'huile bouillante dans les blessures par armes à feu.

Après ces quelques essais de réhabilitation de la chirurgie, devenue un art mineur au Moyen-âge, tout le XVII^e siècle français va être retardé par les luttes incessantes entre médecins, chirurgiens de robe longue et barbiers-chirurgiens; ces luttes stériles n'aboutissent à une reconnaissance effective de la chirurgie, sur un pied d'égalité avec la médecine, qu'au début du XVIII^e siècle, lors de la fondation de l'Académie royale de chirurgie par La Peyronie et Mareschal.

A la fin du XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e, l'enseignement théorique de la chirurgie fit d'immenses progrès, parallèles à ceux des autres sciences (anatomie et physiologie surtout), mais non décisifs du point de vue de la pratique et des résultats. On connaît le talent si représentatif mais meurtrier de Dupuytren; mais on connaît moins bien en France les belles expériences de Semelweis, accoucheur de Vienne, précurseur de l'asepsie dans la fièvre puerpérale, mais qui, comme tous les précurseurs, ne fut pas compris.

Et c'est seulement dans la seconde moitié du siècle que deux découvertes révolutionnaires, celle des anesthésiques généraux (éther et chloroforme) et surtout celle de la méthode antiseptique de Lister (inspirée par les travaux théoriques de Pasteur) permirent l'avancement de la chirurgie moderne. En cinquante ans, la chirurgie scientifique fit plus de progrès qu'elle n'en avait fait en deux mille.

Mais on peut espérer encore plus, et c'est le seul point où l'ouvrage de Lecène a déjà vieilli: il a peu connu et ne cite qu'incidemment la chirurgie physiologique, encore dans l'enfance, mais pleine de promesses. A côté de la chirurgie d'exérèse (qui consiste à enlever l'organe malade), audacieuse et triomphante grâce à l'asepsie et à l'insensibilisation, nous voyons naître aujourd'hui une chirurgie à visées physiologiques, qui semble devoir révolutionner à nouveau l'art chirurgical. Il faut attendre à son apparition et à son développement le nom de René Leriche. Elle tend à couper les nerfs régulateurs sympathiques au lieu d'extirper les organes malades, à guérir des troubles fonctionnels à leurs débuts avant l'apparition de lésions organiques irréductibles. Cette chirurgie conservatrice non mutilante semble devoir être celle de l'avenir.

Pascal RABUTIN.

SOUVENIRS SUR APOLLINAIRE, par Louise Faure-Favier (Grasset).

Bien gentille, la dame. A lire son ouvrage tout à la gloire du poète, on se demande ce qu'Apollinaire appréciait le plus chez son amie du quai d'Orléans: sa bonne volonté évidente ou son salon en pointe de l'île Saint-Louis, d'où l'on découvre une vue incomparable.

AUX TEMPS DE GUILLAUME APOLLINAIRE, par E. Aegerter et P. Labracherie (Éditions Julliard).

Ces deux spécialistes appréciés du poète d'« Alcools » se sont employés ici à donner une image indirecte d'Apollinaire par les portraits de son entourage. Louis de Gonzague-Frick, Francis Garco, André Billy, Fernand Fleuret, Picasso et Marinetti se disputent cet honneur.

APOLLINAIRE, par André Rouveyre (Gallimard). Un autre ami lui apporte sa contribution. Il s'agit d'une très subtile explication de l'homme et de la poésie par un dessinateur qui est aussi un poète.

De la crise économique à la guerre mondiale

(de Henri CLAUDE, O.C.I.A. Éditeurs)

L'AUTEUR nous prévient qu'il s'est volontairement borné à suivre l'évolution de la crise économique de 1929 en montrant par quel processus le krach de Wall Street mène à la deuxième guerre mondiale. Il a tenu sa promesse.

Dans la première partie consacrée aux contradictions internes du capitalisme, l'auteur analyse la « grande crise des débouchés », il ne suit pas la thèse de Lénine sur l'impérialisme, mais se rapproche plutôt de celle de Rosa Luxembourg. Il montre d'une façon saisissante comment la crise de 1929 est due à la crise capitaliste, dont en novembre 1938, Paul Reynaud nous rappelait qu'elle était l'essence même du régime: aux U. S. A. comme en Allemagne, en France comme en Angleterre. Cette crise marque une nouvelle étape dans l'histoire du capitalisme. L'Etat secourt le profit et le dispense: résorption des dettes privées, action sur les prix, fermeture des marchés, destruction des stocks, réglementation de la production, action des trusts et intensification de l'action des ententes industrielles s'avèrent autant de moyens non classiques et inopérants. Sous la pression du chômage et des besoins économiques du capitalisme, — et non pas de l'action des partis ouvriers qui n'ont pas su utiliser la crise au profit du socialisme — s'instaure l'économie dirigée que l'auteur date de 1933. L'économie dirigée entraîne une fixation autoritaire des prix, recherche l'expansion des marchés nationaux par des voies « anormales ».

Il examine les différents palliatifs et leurs insuffisances: la politique des grands travaux, qui de 1933 à 1935, fait que « les commandes de l'Etat dans certains pays finissent par soutenir à elles seules toute l'activité économique ». La politique d'armements ne fait « que continuer la politique des grands travaux » mais présente sur cette dernière l'avantage de soutenir tous les secteurs de l'économie, de ranimer les industries lourdes et de créer des industries synthétiques alors que les grands travaux n'influent que sur des secteurs limités et étroits.

Le profit, par l'économie d'armements, renait, se maintient (voir l'annexe démonstrative par les chiffres éloquentes); le chômage est restreint sans jamais disparaître parce que l'armement c'est la militarisation des producteurs: camps de travail, prolongation du service militaire, défense passive, la préparation politique et psychologique à la guerre, etc.; l'industrie extractive et l'industrie des biens de production connaissent un nouveau boom.

La deuxième partie du livre est la plus intéressante; elle retrace la lutte — capitale — pour les débouchés extérieurs et celle des antagonismes impérialistes de 1933 à 1939.

« La vie économique des grands pays capitalistes » dépendant « de la politique d'armements était un fait sans exemple dans l'histoire du capitalisme », mais n'amenait qu'un « appauvrissement général », qu'une crise des échanges internationaux, que le développement de l'autarcie. Dans la première phase surtout, la crise capitaliste prenait l'aspect d'une lutte pour le monopole des matières premières: d'où le slogan des impérialismes « repus » (sic) et des impérialismes « affamés ».

Les différents moyens mis en œuvre par les protagonistes, en fonction de leurs économies, de leurs techniques, de leurs moyens financiers, de leur situation géographique, amènent cette « cassure du monde capitaliste, cet antagonisme des formes d'expansion, des méthodes de financement et des conceptions monétaires qui, se superposant à la lutte classique pour les débouchés distingue la deuxième guerre mondiale de la première... « L'essence du conflit était donc économique, rien qu'économique ». C'est là le grand mérite d'Henri Claude d'avoir mis à nu, irréfutablement, la cause fondamentale et essentielle du conflit; tout s'explique en partant de là, et tous les tableaux du drame ont là leur source.

Dans la dernière partie, Claude montre que la deuxième guerre mondiale comme la troisième qu'il estime probable, « ont leur source dans le déséquilibre entre la puissance de la production capitaliste » et « la capacité d'absorption du marché ». C'est là thèse fondamentale du livre. Il démontre que la guerre n'a entraîné qu'une aggravation énorme de ce déséquilibre, qu'une exacerbation des contradictions internes et externes des impérialismes. « L'époque contemporaine, c'est l'époque des guerres mondiales périodiques ». Le capitalisme ne peut plus s'assurer de profit sans économie de guerre. Mais l'économie de guerre c'est l'instauration lente mais irrésistible, non locale mais générale, du « capitalisme d'état ». Il n'y a pas une césure nette mais une suite d'anneaux enchaînés entre le capitalisme libéral et le « capitalisme d'état » seul capable désormais d'assurer le profit, de quelque nom qu'on le déguise. Et ici, il faudrait qu'Henry Claude nous démontre en quoi l'économie russe est, comme il le croit, une économie socialiste, car le monopole étatique des moyens de production et d'échange n'est pas la caractéristique spécifique.

Nous sommes d'accord avec les J. E. U. N. E. S., dont H. Claude n'est que l'interprète pour constater que « tous les désordres actuels, tous nos malheurs présents, sont la conséquence du retard de la révolution technique ». Mais ce qui est plus, et plus grave: c'est que la conscience sociale et politique des hommes a un handicap bien plus considérable. Car pour les militants c'est enfoncer des portes ouvertes, et à tout le moins s'arrêter à mi-chemin, que de dire seulement que « la guerre résulte du fonctionnement même du régime capitaliste », et de prôner la solution du socialisme sans en définir le contenu: économique, social, humain, éthique, donc politique.

Jean ANTOINE.

NOTA: (1) Le livre est bourré de statistiques, difficilement classables, mais qu'un index analytique permettrait de retrouver aisément.

LE DERNIER VILLAGE, par André Chamson (Mercure de France).

Par l'auteur des « Hommes de la route » et du « Puits aux miracles », le récit de la défaite et de l'exode. Sous la rudesse de l'expression et la simplicité du style, une grande tendresse à l'égard de l'homme.

LA MORT EST UN COMMENCEMENT, roman-fleuve, par Paul Vialar (Éditions Domat). I. — Le Bal des Sauvages. 2. — Le clos des trois maisons.

Impossible d'en dire autant du premier volume de Paul Vialar. Sous le laisser-aller du style, qui imite platement Céline, et se veut caractéristique de l'époque, apparaît une incompréhension totale des problèmes qui ont continué de passionner l'homme dans la drôle de guerre. Le second volume, peinture rétrospective des milieux bourgeois d'avant l'autre guerre, a le charme désuet des temps révolus.

“MA VÉRITÉ” et José SQUINQUEL

APRÈS la violente querelle de critique déchaînée par la représentation de « Vif-Argent », le Théâtre La Bruyère nous présente « Ma Vérité » de H. Le Porrier. C'est une œuvre ambitieuse, puisque, en même temps qu'elle nous expose un grand problème de psychologie humaine, elle doit franchir les deux caps difficiles de la pièce historique et de la pièce scientifique.

« Ma Vérité », c'est la vérité de Galilée qui, après avoir découvert le mouvement de la terre, renia publiquement sa découverte sous la pression du Saint-Office, tout en gardant la certitude que cette négation était un mensonge. Pourquoi Galilée a-t-il accompli cette apparente lâcheté, ou, plus largement, « pourquoi un homme ne veut-il pas mourir », tel est le sujet de « Ma Vérité ».

Le problème se présente sous deux aspects, l'un social, l'autre individuel : toute vérité est-elle bonne à dire ? N'est-il pas dangereux d'ébranler la foi paisible des masses, de dévoiler un aspect du monde qui bouleversera l'ordre établi ? L'église, les pouvoirs publics ordonnent le silence, garant d'ordre et de paix. Mais quelle doit être la réaction du chercheur ? Fera-t-il plus de mal aux hommes en fermant sa main pleine de vérités trop dangereuses, ou en affirmant son droit à une vérité absolue quelle qu'elle soit ? D'autre part, le penseur, le « phare », le « mage » doit-il soutenir « sa » vérité même devant la torture et la mort ? Le reniement est-il une lâcheté ? ou n'est-il pas au contraire un héroïsme de plus du chercheur qui ne doit pas mourir avant d'avoir atteint toute sa vérité ?

Ce problème n'est pas seulement celui de Galilée et de la science, c'est aussi le problème de « clandestinité » qui se pose un jour dans le cœur de chaque homme, où chaque être doit peser si c'est sa mort ou sa vie qui importe le plus à la communauté humaine. Il fallait cependant trouver la figure symbolique capable d'incarner ce problème : Léonard de Vinci, avec ses découvertes secrètes et son éternelle énigme, Descartes « le philosophe au masque » qui recule devant les conséquences de sa propre « Méthode », les savants modernes épouvanés devant la puissance de l'atome, l'auraient justement illustré. Mais quel choix admirable que celui de Galilée. L'imagerie populaire, les classes de notre école primaire ont gravé en nous son histoire, et il suffit de dire : « C'est pourtant vrai qu'elle tourne ! » pour que surgisse en notre esprit le nom de Galilée.

Mais il fallait faire sortir de son imagerie d'Épinal la haute et digne figure du savant torturé par sa conscience, broyé par les forces historiques. Il ne faut pas chercher dans la pièce un vain étalage de chiffres, d'arguments et de controverses, de pendules ou de lunettes. C'est l'hommage à l'esprit de synthèse, qui est capable, malgré tous les témoignages religieux et sensuels, d'atteindre la plus révolutionnaire des vérités. Et nous sommes imprégnés par la lente patience du savant, par l'inflexible ténacité de l'homme pour qui la vérité absolue, celle de la science est seule définitive.

Mais ce savant est fixé à la minute de l'histoire où toute vérité indirecte peut achever d'ébranler l'édifice qui maintient l'unité spirituelle pendant des siècles. L'aspect historique de l'œuvre est traité dans un style qui tient de Shakespeare et de Bernard Shaw. Sans la « Sainte Jeanne » de Shaw, M. Le Porrier n'aurait sans doute pas attaqué son sujet avec cette certitude et ce dépouillement essentiels à la synthèse historique du théâtre. L'influence superficielle de Shakespeare est moins heureuse :

l'introduction du bouffon dont la silhouette manquée et envahissante nuit à l'équilibre de cette gravure si nettement burinée par ailleurs, sa folie qui le fait ressembler bien maladroitement à Ophélie, constituent certainement la plus grande faiblesse de l'œuvre. Au contraire, l'influence shakespearienne se fait plus heureusement sentir dans la mesure où la figure de Galilée se dénuode, se creuse, se dépouille devant chaque nouvelle épreuve, chaque nouvelle souffrance (suivant la méthode de Richard III ou de Marc Antoine), jusqu'à ce qu'on puisse vraiment s'écrier : « Ecce Homo. »

Galilée, c'est José Squinquel, qui nous revient après une longue absence, et qui nous rend enfin cette voix au timbre inégalé, cette incarnation totale du personnage, ce geste juste et mesuré, cette pensée toujours en mouvement, cette expression de la grandeur tragique qui manquaient à notre théâtre depuis qu'il s'en était allé. Sa création de Galilée rejoint ses grandes interprétations de Shylock, de Frocin, de Narcisse, de Savonarole, d'Alexandre Borgia. Espérons qu'elle ne sera qu'un prélude à d'autres incarnations, aux Oedipe, aux rois Lear, aux Richard III depuis si longtemps muets pour nous et qu'il saurait ressusciter.

De plus, il faut signaler le plaisir théâtral rare qui consiste à écouter, face à face, José et Fernand Squinquel, Galilée et le pape. Fernand Squinquel a donné à son interprétation une grandeur, une intelligence, une simplicité impressionnantes. Le reste de la distribution est bon dans l'ensemble, particulièrement en ce qui concerne Jean-Jacques, Xavier Renoult, et Claude Le Saché qui a une jeunesse et une ardeur aussi sympathiques que communicatives. Félicitons donc le Théâtre La Bruyère, qui, comme Galilée mène à bien ses expériences, d'avoir permis à deux tragédiens, et à une troupe de bons comédiens, de jouer une pièce d'une rare qualité, où un sujet vraiment grand est traité sans fioriture comme sans faiblesse.

Suzanne ANDRÉ,

J'AVAIS CINQ FILS

LOYD Bacon, habile artisan, réalisateur entre autres de 42^e Rue — chef-d'œuvre du film de music-hall — et de nombreux films à grand spectacle, ne nous avait pas habitués à tant de tact, d'humanité, de délicatesse dans l'art de présenter des personnages, de les faire vivre devant nous et de donner à leurs moindres gestes ce caractère d'authenticité, cette vérité directe qui est l'expression de la vie même.

Ce n'est pas là le témoignage d'un art très « personnel » mais c'est du très grand art dans la mesure où le metteur en scène, au lieu de présenter les choses d'une façon particulière et d'imposer sa vision, s'efface continuellement derrière les personnages, les événements ou les faits et les montre avec une sorte de détachement qui les laisse agir directement sur la conscience du spectateur.

Mais si ces événements sont présentés sans recherche apparente, ils sont toujours amenés, suscités avec un sens aigu de l'observation psychologique et du détail vrai. Jamais aucun d'eux ne semble composé, ajouté ou cherché, mais au contraire ils paraissent saisis au hasard comme si l'on s'était trouvé là au moment même où ils se sont produits.

L'émotion toujours contenue, intérieure, est d'autant plus bouleversante qu'elle est seulement indiquée et le film en acquiert par instants une sorte de grandeur assez peu fréquente au cinéma.

Jean MITRY.

POÈMES - CHANSONS

par Jacques PRÉVERT

Chasse à l'enfant

Page d'écriture

Au-dessus de l'île on voit des oiseaux
Tout autour de l'île il y a de l'eau

Bandit, voyou, voleur, chenapan !

Qu'est-ce que c'est que ces hurlements ?

Bandit, voyou, voleur, chenapan !

C'est la meute des honnêtes gens
Qui fait la chasse à l'enfant.

Il avait dit, j'en ai assez de la maison de redressement ;
Et ses gardiens à coups de clés lui avaient brisé les dents.

Et puis ils l'avaient laissé étendu sur le ciment.

Bandit, voyou, voleur, chenapan !

Maintenant, il s'est sauvé et comme une bête traquée
Il galope dans la nuit et tous galopent après lui
Les gendarmes, les touristes, les rentiers, les artistes.

Bandit, voyou, voleur, chenapan !

C'est la meute des honnêtes gens
Qui fait la chasse à l'enfant.
Pour chasser l'enfant, pas besoin de permis.
Tous les braves gens s'y sont mis.

Qu'est-ce qui nage dans la nuit ?
Quels sont ces éclairs, ces bruits ?
C'est un enfant qui s'enfuit.
On tire sur lui à coups de fusils.

Bandit, voyou, voleur, chenapan !

Tous ces messieurs, sur le rivage
Sont bredouilles et verts de rage.

Bandit, voyou, voleur, chenapan !
Rejoindras-tu le continent ?

Au-dessus de l'île on voit des oiseaux
Tout autour de l'île il y a de l'eau.

Sables mouvants

Démons et merveilles,
Vents et marées,
Au loin déjà la mer s'est retirée,
Et toi

Comme une algue doucement caressée par le vent,
Dans les sables du lit tu remues en rêvant.

Démons et merveilles,
Vents et marées,
Au loin déjà la mer s'est retirée,
Mais dans tes yeux entr'ouverts,
Deux petites vagues sont restées.
Démons et merveilles,
Vents et marées,
Deux petites vagues pour me noyer.

Deux et deux quatre
Quatre et quatre huit
Huit et huit font seize
Répétez ! dit le maître
Deux et deux quatre
Quatre et quatre huit
Et huit et huit font seize
Mais voilà l'oiseau lyre qui passe dans le ciel
L'enfant le voit... L'enfant l'entend... L'enfant l'appelle
Sauve-moi
Joue avec moi
Oiseau...
Alors l'oiseau descend et joue avec l'enfant
Deux et deux quatre
Répétez ! dit le maître
Mais l'enfant joue
L'oiseau joue avec lui
Quatre et quatre huit
Et huit et huit font
Seize
Et seize et seize
Qu'est-ce qu'ils font ?
Ils ne font rien seize et seize
Et surtout pas trente-deux
De toute façon...
Et ils s'en vont
Et l'enfant a caché l'oiseau dans son pupitre
Et tous les enfants entendent sa chanson
Et tous les enfants entendent la musique
Et huit et huit à leur tour s'en vont
Et quatre et quatre, deux et deux à leur tour jouent le camp

Et un et un ne font ni une ni deux
Un et un s'en vont également
Et l'oiseau lyre joue
Et l'enfant chante
Et le professeur crie :
« Quand vous aurez fini de faire le pitre »
Mais tous les autres enfants écoutent la musique
Et les murs de la classe s'écroulent tranquillement
Et les vitres redeviennent sable
L'encre redevient eau
Les pupitres redeviennent arbre
La craie redevient falaise
Le porteplume redevient oiseau.

